

Reddition de comptes 2009

Résultats financiers

**Exercice terminé le
31 décembre 2009**

Déposé au conseil municipal
le 21 juin 2010

Table des matières

1.	Faits saillants 2009	1
2.	Sommaire des revenus et dépenses	3
3.	Analyse des revenus.....	5
3.1.	Taxes.....	5
3.2.	Paiements tenant lieu de taxes.....	5
3.3.	Quotes-parts	6
3.4.	Autres revenus de sources locales.....	6
3.5.	Transferts	7
3.6.	Affectations	8
3.7.	Éléments extrabudgétaires	8
4.	Analyse des dépenses	9
4.1.	Services administratifs.....	9
4.2.	Services de proximité	9
4.2.1.	Arrondissement de La Cité.....	11
4.2.2.	Arrondissement des Rivières.....	12
4.2.3.	Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery	12
4.2.4.	Arrondissement de Charlesbourg.....	13
4.2.5.	Arrondissement de Beauport.....	13
4.2.6.	Arrondissement de Limoilou.....	14
4.2.7.	Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	15
4.2.8.	Arrondissement Laurentien.....	15
4.3.	Services de soutien.....	16
4.4.	Développement culturel, touristique, sportif et social	17
4.5.	Développement durable.....	18
4.6.	Sécurité publique	19
4.7.	Service de la dette brute	20
4.8.	Frais généraux.....	20
4.9.	Éléments extrabudgétaires	22
5.	Analyse du surplus	22
5.1.	Excédent de fonctionnement non affecté.....	22
6.	Renseignements complémentaires.....	23
6.1.	Dépenses par objets	23
6.2.	Fonds des grands événements.....	23
7.	Historique des résultats.....	24
7.1.	Résultats financiers.....	24
7.2.	Réserves financières (surplus affectés)	24
7.3.	Masse salariale.....	25
7.4.	Effectif	26
7.5.	Cotisations de l'employeur	28
7.6.	Neige	30
7.7.	Énergie	31
7.8.	Collecte des matières résiduelles	33
7.9.	Loisirs et culture.....	34
7.10.	Transport en commun.....	35
7.11.	Service de la dette nette	36
7.12.	Investissements	37
7.13.	Dette.....	39

8.	Détail des résultats	41
8.1.	Global	41
8.2.	Agglomération	45
8.3.	Proximité	49
8.4.	Comparatif résultats globaux et projections de la 2 ^e révision budgétaire.....	53
8.5.	Analyse de la rémunération.....	55
8.6.	Regroupement des arrondissements.....	59
9.	Conciliation des résultats Ville de Québec / MAMROT	61
10.	Lexique	63

**REDDITION DE COMPTES
EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Ce document a pour but de présenter la reddition de comptes concernant les activités de fonctionnement, d'investissement et de financement de la Ville de Québec pour l'exercice financier 2009. Plus précisément, il vise à démontrer l'adéquation entre les prévisions budgétaires adoptées en décembre 2008 et les résultats financiers obtenus au 31 décembre 2009.

Cette reddition de comptes vous est présentée sous la forme administrative avec laquelle le budget annuel a été adopté, le 22 décembre 2008. Conséquemment, ces données ne peuvent pas être directement comparées avec le rapport financier 2009, ce dernier étant présenté consolidé et selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

1. Faits saillants 2009

La Ville de Québec a terminé son exercice financier de l'année 2009 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 33,3 M\$. Les résultats financiers de la Ville, incluant les éléments extrabudgétaires, indiquent des revenus totaux de 1 100,2 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 066,9 M\$. Le budget initial adopté était de 1 055,8 M\$.

Ce bon résultat est principalement tributaire d'événements de nature conjoncturelle. En effet, il importe de préciser que le surplus de 33,3 M\$ ne sera pas récurrent. En 2009, d'importants revenus, non prévus initialement, ont été enregistrés. Par ailleurs, sur le plan structurel, on constate que les dépenses des services et arrondissements sont comparables aux prévisions budgétaires initialement adoptées. De fait, en excluant les dépenses de 5,0 M\$ directement liées à la contribution du gouvernement du Québec au Fonds des grands événements, ces unités administratives ont enregistré un écart budgétaire global défavorable de 2,9 M\$, avant éléments extrabudgétaires.

Revenus

Par rapport aux prévisions budgétaires, des revenus supplémentaires de l'ordre de 25,9 M\$, avant les éléments extrabudgétaires, sont constatés. Les **principaux écarts**, en regard du budget, sont les suivants :

- des revenus supplémentaires de :
 - 16,6 M\$ sous la rubrique autres revenus, découlant majoritairement de transactions immobilières non prévues;
 - 12,2 M\$ pour les transferts, dont une contribution financière additionnelle de 12,0 M\$ provenant du gouvernement du Québec pour accompagner la Ville dans son rôle de Capitale nationale;
 - 3,1 M\$ attribuables aux affectations à la suite de la décision de confier l'exploitation du centre de tri à un autre entrepreneur, de même que pour le financement de certaines dépenses spécifiques d'opération à même les surplus des anciennes municipalités;
- une diminution des revenus provenant des quotes-parts, pour 6,0 M\$ découlant de l'application, après l'adoption du budget, de l'entente intervenue entre la Ville de Québec et les municipalités reconstituées de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette.

Dépenses

En regard des prévisions budgétaires, une économie de 7,6 M\$, avant les éléments extrabudgétaires, est constatée. Les **principaux écarts**, par rapport au budget, se traduisent comme suit :

- des économies de :
 - 12,4 M\$ attribuables aux frais généraux découlant surtout des contributions de l'employeur moindres que prévu;
 - 3,1 M\$ pour le service de la dette brute principalement dû aux économies sur les taux d'intérêt et les frais d'émission;
- des dépassements de coûts de :
 - 5,7 M\$ au développement culturel, touristique, sportif et social liés à la réalisation de grands événements, mais auxquels correspondent des revenus équivalents;
 - 3,3 M\$ à la sécurité publique occasionnés par des salaires supplémentaires pour assurer une sécurité lors de certains événements.

Affectation du surplus de l'année 2009

Subséquentement au dépôt du Rapport financier 2009, le comité exécutif recommandera au conseil municipal les affectations requises.

Activités d'investissement

Les efforts soutenus en regard de l'entretien, de la réfection et du développement des infrastructures de la Ville amènent une hausse de 11,2 % des investissements en immobilisations, qui totalisent ainsi 392,7 M\$ en 2009. Conséquentement, le service de la dette nette augmente pour atteindre 179,2 M\$.

De plus, la dette nette à long terme qui était à 1 140,6 M\$ au 1^{er} janvier 2009, est passée à 1 257,0 M\$ au 31 décembre 2009.

Dépenses d'agglomération et de proximité

Chacune des activités qui constitue le total des dépenses de 1 066,9 M\$ a été répartie entre les compétences d'agglomération et de proximité, selon les règles prescrites par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et les règlements relativement au partage des dépenses mixtes. Chacune des activités a donc été répartie selon les critères prévus et imputée à la compétence correspondante. Cette répartition a fait l'objet d'une attestation de conformité par le vérificateur de la Ville.

2. Sommaire des revenus et dépenses

Le sommaire des revenus et dépenses 2009, présenté au tableau 1, traite des activités de fonctionnement de la Ville de Québec de façon globale.

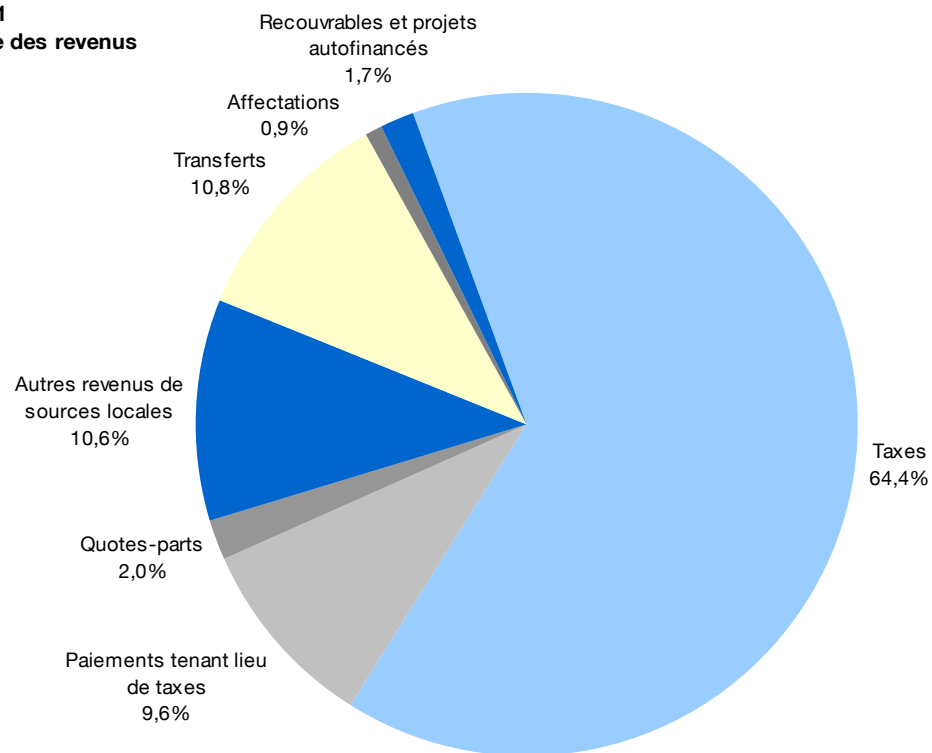
Les activités de fonctionnement présentent les affaires courantes de la Ville : elles permettent de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement de la Ville provient des taxes municipales.

La Ville de Québec a terminé son exercice financier de l'année 2009 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 33,3 M\$. Les résultats financiers de la Ville, incluant les éléments extrabudgétaires, indiquent des revenus totaux de 1 100,2 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 066,9 M\$. Le budget initial adopté était de 1 055,8 M\$.

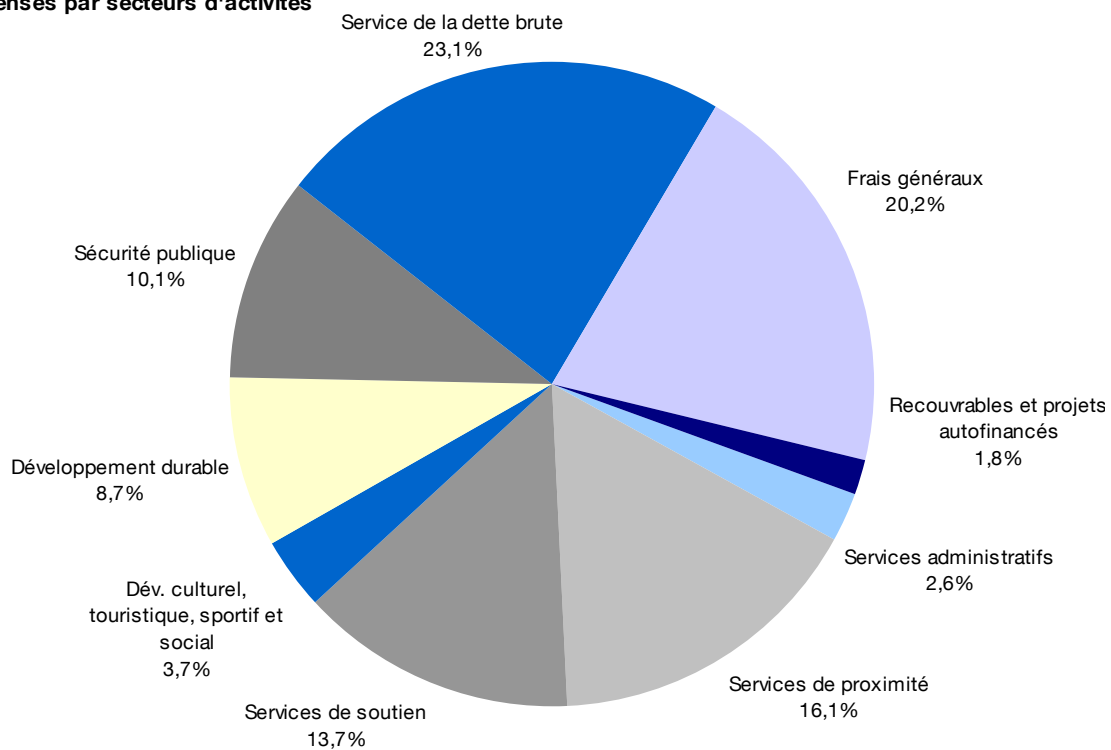
Tableau 1
Sommaire des revenus et dépenses
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget 2009	Réel 2009	Réel 2008
REVENUS			
Taxes	709,1	707,9	675,0
Paiements tenant lieu de taxes	104,0	105,2	100,4
Quotes-parts	28,4	22,4	20,3
Autres revenus de sources locales	100,2	116,8	108,2
Transferts	106,9	119,1	112,1
Affectations	7,2	10,3	11,6
Total revenus avant éléments extrabudgétaires	1 055,8	1 081,7	1 027,6
Éléments extrabudgétaires			
Recouvrables et projets autofinancés	-	18,5	18,1
Total revenus	1 055,8	1 100,2	1 045,7
DÉPENSES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS			
Services administratifs	28,0	27,9	26,8
Services de proximité	172,5	172,0	185,2
Services de soutien	146,7	146,3	140,1
Dév. culturel, touristique, sportif et social	33,3	39,0	28,1
Développement durable	93,3	93,2	87,1
Sécurité publique	104,5	107,8	107,3
Service de la dette brute	249,7	246,6	235,3
Frais généraux	227,8	215,4	204,4
Total dépenses avant éléments extrabudgétaires	1 055,8	1 048,2	1 014,3
Éléments extrabudgétaires			
Recouvrables et projets autofinancés	-	18,7	16,2
Total dépenses	1 055,8	1 066,9	1 030,5
SURPLUS DE L'EXERCICE	-	33,3	15,2

Graphique 1
Provenance des revenus



Graphique 2
Dépenses par secteurs d'activités



3. Analyse des revenus

3.1. Taxes

Les taxes municipales représentent la principale source de revenus de la Ville de Québec. Elles sont majoritairement composées de la taxe foncière générale, calculée en fonction de l'évaluation des propriétés, et des modes de tarification choisis. À cet égard, la Ville a mis en place des modes de tarification spécifiques pour la gestion des réseaux d'aqueduc et d'égouts, l'assainissement de l'eau potable et le traitement des eaux usées ainsi que pour la collecte et la disposition des matières résiduelles.

Tableau 2
Revenus - Taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Taxes sur la valeur foncière	616,7	616,7	-
Taxes sur une autre base	<u>92,4</u>	<u>91,2</u>	<u>(1,2)</u>
Total taxes	<u>709,1</u>	<u>707,9</u>	<u>(1,2)</u>

Les revenus de taxes atteignent 707,9 M\$ et sont comparables aux prévisions budgétaires. Toutefois, il est pertinent de mentionner que certains revenus de tarification ont été moins élevés que prévu en raison de volumes de consommation d'eau et de production de matières résiduelles plus faibles que ceux anticipés.

3.2. Paiements tenant lieu de taxes

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des propriétaires d'immeubles non imposables, mais qui sont assujettis au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que leurs entreprises respectives, et incluent les immeubles des réseaux de la santé et de l'éducation.

Tableau 3
Revenus – Paiements tenant lieu de taxes
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	87,1	87,9	0,8
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14,8	15,4	0,6
Organismes municipaux et OBNL	<u>2,1</u>	<u>1,9</u>	<u>(0,2)</u>
Total paiements tenant lieu de taxes	<u>104,0</u>	<u>105,2</u>	<u>1,2</u>

Les revenus provenant des paiements tenant lieu de taxes atteignent 105,2 M\$ et sont comparables aux prévisions budgétaires.

3.3. Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent la contribution des deux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures aux dépenses de l'agglomération.

Tableau 4
Revenus – Quotes-parts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Saint-Augustin-de-Desmaures	16,4	13,0	(3,4)
L'Ancienne-Lorette	<u>12,0</u>	<u>9,4</u>	<u>(2,6)</u>
Total quotes-parts	<u>28,4</u>	<u>22,4</u>	<u>(6,0)</u>

Les revenus provenant des quotes-parts atteignent 22,4 M\$, soit un écart défavorable de 6,0 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart est causé par l'application, après l'adoption du budget, de l'entente intervenue entre la Ville de Québec et les municipalités reconstituées de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette, concernant le financement des dépenses mixtes et la mise en vigueur des décisions du comité d'arbitrage déterminant les voies de circulation constituant le réseau artériel ainsi que les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif.

3.4. Autres revenus de sources locales

On retrouve notamment, dans cette catégorie, les revenus engendrés par les services rendus, l'imposition de droits, les amendes et pénalités, les intérêts et divers autres revenus.

Services rendus aux organismes municipaux : services que la Ville rend à d'autres organismes municipaux (ex. : élimination des déchets, traitement des eaux usées, sécurité publique).

Autres services rendus : services que la Ville rend aux citoyens (ex. : loisirs, culture, compteurs de stationnement) et aux propriétaires d'entreprises (ex. : vente de vapeur de l'incinérateur).

Autres revenus :

Imposition de droits : droits imposés sur les transactions relatives à des biens immobiliers ainsi qu'aux exploitants de carrières et sablières et revenus perçus à la suite de l'émission de licences ou de permis.

Amendes et pénalités : revenus générés par l'émission des constats d'infraction, dont ceux relatifs à la circulation et au stationnement.

Intérêts : revenus provenant des placements et des arrérages sur les sommes dues à la Ville.

Autres revenus : revenus résultant notamment de la vente d'actifs immobiliers détenus par la Ville.

Tableau 5
Revenus – Autres revenus de sources locales
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Services rendus aux organismes municipaux	10,3	10,9	0,6
Autres services rendus	37,6	37,3	(0,3)
Autres revenus			
Imposition de droits	24,4	31,6	7,2
Amendes et pénalités	14,0	13,1	(0,9)
Intérêts	8,6	6,0	(2,6)
Produit de cession d'immobilisations	4,8	17,2	12,4
Autres revenus	0,5	0,7	0,2
Total autres revenus de sources locales	100,2	116,8	16,6

Les autres revenus atteignent 116,8 M\$, soit un écart favorable de 16,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- la réalisation de transactions immobilières (entre autres liées aux ventes de terrains), non prévues lors de la préparation du budget, pour 12,1 M\$;
- des revenus plus élevés que prévu quant à l'imposition de droits pour 7,2 M\$, et plus particulièrement :
 - les droits sur mutations immobilières pour 4,2 M\$;
 - les droits imposables aux exploitants de carrières et sablières (imposés pour la première fois en 2009) pour 1,8 M\$;
 - l'émission de permis pour 1,3 M\$.

Par ailleurs, un manque à gagner est cependant constaté pour les revenus suivants :

- les intérêts sur placements en raison des faibles taux d'intérêt en vigueur, pour 2,8 M\$;
- la vente de vapeur, pour 1,2 M\$, dû au ralentissement des activités de production de la papetière Stadacona, acheteur de la vapeur produite à l'incinérateur de la Ville.

3.5. Transferts

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues d'un gouvernement pour lesquelles ce dernier :

- ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie;
- ne prévoit pas être remboursé ultérieurement.

Tableau 6
Revenus – Transferts
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Transferts de droits	38,7	50,1	11,4
Transferts relatifs à des ententes et autres	68,2	69,0	0,8
Total transferts	106,9	119,1	12,2

Les revenus provenant des transferts atteignent 119,1 M\$, soit un écart favorable de 12,2 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique principalement par des transferts de droits supplémentaires, liés à l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec, en vertu de laquelle le gouvernement s'est engagé à verser une contribution financière additionnelle pour accompagner la Ville dans son rôle de Capitale nationale, pour 12,0 M\$.

3.6. Affectations

Les affectations représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds, provenant notamment des surplus et des réserves.

Tableau 7
Revenus – Affectations
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7,2	10,3	3,1
Total affectations	7,2	10,3	3,1

Les affectations atteignent 10,3 M\$, soit un écart favorable de 3,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par l'affectation :

- d'un montant de 1,5 M\$ provenant de la réserve de prévoyance d'agglomération, à la suite de la décision de confier l'exploitation du centre de tri à un autre entrepreneur;
- du surplus des anciennes municipalités, totalisant 1,5 M\$, pour le financement de certaines dépenses spécifiques d'opération.

3.7. Éléments extrabudgétaires

Ces revenus proviennent de revenus recouvrables et de projets autofinancés. Ils n'ont normalement pas d'incidences budgétaires étant donné qu'une dépense, équivalente aux revenus, est comptabilisée. Ces revenus et dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget.

Tableau 8
Revenus – Éléments extrabudgétaires
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Projets autofinancés	-	6,5	-
Recouvrables services rendus	-	12,0	-
Total éléments extrabudgétaires	-	18,5	-

Les revenus provenant des recouvrables et projets autofinancés atteignent 18,5 M\$.

4. Analyse des dépenses

4.1. Services administratifs

Les services administratifs regroupent un ensemble de centres de responsabilités relatifs à l'administration générale et à la gestion de la Ville.

Tableau 9
Dépenses – Services administratifs
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Conseil municipal	3,9	3,9	-
Direction générale	1,9	2,1	(0,2)
Planification et développement organisationnel	1,4	1,2	0,2
Ressources humaines	11,8	12,0	(0,2)
Finances	5,9	5,8	0,1
Commissariat aux relations internationales	1,2	1,1	0,1
Vérificateur général	1,3	1,2	0,1
Bureau de l'Ombudsman	0,2	0,2	-
Commissariat aux incendies	0,4	0,4	-
Total services administratifs	28,0	27,9	0,1

Les dépenses liées aux services administratifs atteignent 27,9 M\$, soit un écart favorable de 0,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique majoritairement par :

- des dépenses supplémentaires au Service des ressources humaines associées aux honoraires rattachés au règlement de griefs et au traitement de divers dossiers en relations de travail pour 563 900 \$, de même que l'ajout des employés manuels au programme d'assurances collectives ainsi que des honoraires supplémentaires liés à l'harmonisation des régimes de retraite pour 262 650 \$. Une partie de ces dépenses a été absorbée par des économies générées par le report de certaines formations;
- des dépenses supplémentaires à la Direction générale liées à la candidature de la Ville au Forum universel des cultures pour 65 000 \$ et à la création d'un groupe de travail sur le patrimoine des communautés religieuses pour 47 000 \$.

Également, certains écarts favorables sont constatés, notamment des économies au Service de la planification et du développement organisationnel attribuables au report, en 2010, de certaines activités prévues dans les chantiers visant l'amélioration de l'organisation.

4.2. Services de proximité

Les services de proximité sont les services dispensés par les différents arrondissements de la Ville de Québec. Chaque arrondissement possède un conseil d'arrondissement, formé de représentants élus. Ces derniers détiennent des pouvoirs de décision pour les services de proximité tels que l'urbanisme, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement économique local, communautaire, culturel ou social¹, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement ainsi que la voirie locale.

¹ Exemple : Soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et qui a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social.

Chaque arrondissement comprend quatre divisions dédiées aux services de proximité, soit les divisions suivantes :

Relations avec les citoyens et soutien administratif

Cette division planifie et assure la prestation de services directs à la population ainsi que les services de soutien administratif requis au bon fonctionnement de l'arrondissement. Ses activités couvrent notamment l'accueil des citoyens et les demandes d'information courantes ainsi que l'inscription à certaines activités municipales et la perception de redevances. Elle est également responsable de la réception et du traitement des demandes, des requêtes et des plaintes des citoyens et citoyennes et, au besoin, elle fait le lien avec les services municipaux concernés. Elle assume aussi le secrétariat du conseil d'arrondissement et gère les dossiers administratifs de l'arrondissement.

Culture, loisir et vie communautaire

Cette division est responsable de la gestion et de l'entretien des parcs ainsi que des équipements culturels et récréatifs situés dans l'arrondissement. Elle est aussi responsable de l'offre de services à la population en matière d'activités de loisir, de culture, d'entraide et d'action communautaire. Elle assure le soutien technique et financier ainsi que l'encadrement nécessaire dans la réalisation de ces activités. Elle collabore avec les organismes de l'arrondissement pour leur apporter le soutien approprié et coordonner leurs actions.

Gestion du territoire

Cette division exerce les compétences de l'arrondissement dans les domaines de l'urbanisme, de l'inspection des bâtiments, du contrôle et de la qualité de l'environnement, de l'enlèvement des matières résiduelles, de la brigade scolaire, du développement économique local, du contrôle de la signalisation, de la circulation et du stationnement. Elle collabore, avec les autres unités administratives de la Ville, à l'établissement des processus opérationnels et administratifs reliés à la prestation des services à la population en ces domaines. Elle participe à la gestion des demandes de permis et à leur délivrance. Elle exerce également une responsabilité en matière d'inspection des travaux de construction et de qualité de l'environnement relevant de l'arrondissement.

Travaux publics

Cette division voit à l'entretien des infrastructures municipales situées dans l'arrondissement. Elle est également responsable de la gestion et de la réalisation des travaux suivants : l'enlèvement des ordures ménagères, le déneigement, l'entretien et la réparation du réseau de distribution de l'eau potable et du réseau d'évacuation des eaux usées, l'entretien des parcs, des espaces verts (sauf les travaux spécialisés), des voies publiques locales, ainsi que des artères.

Tableau 10
Dépenses – Services de proximité
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité	27,2	28,6	(1,4)
Arrondissement des Rivières	22,5	22,6	(0,1)
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	26,2	26,3	(0,1)
Arrondissement de Charlesbourg	20,8	20,4	0,4
Arrondissement de Beauport	23,2	22,8	0,4
Arrondissement de Limoilou	16,1	15,0	1,1
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	16,2	16,8	(0,6)
Arrondissement Laurentien	20,3	19,5	0,8
Total services de proximité	172,5	172,0	0,5

Les dépenses liées aux services de proximité atteignent 172,0 M\$, soit un écart favorable de 0,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. De façon globale, les résultats sont comparables aux prévisions.

En 2008, ces dépenses avaient atteint 185,2 M\$, créant ainsi un écart budgétaire défavorable de 18,5 M\$, principalement attribuable à la grande quantité de neige reçue.

4.2.1. Arrondissement de La Cité

Tableau 11
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de La Cité
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,5	1,3	0,2
Culture, loisir et vie communautaire	5,6	5,4	0,2
Gestion du territoire	2,6	2,6	-
Travaux publics	17,5	19,3	(1,8)
Total arrondissement de La Cité	27,2	28,6	(1,4)

Les dépenses de l'Arrondissement de La Cité atteignent 28,6 M\$, soit un écart défavorable de 1,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- un dépassement de coûts à la Division des travaux publics lié :
 - aux activités de déneigement faisant suite à la décision de déneiger tous les trottoirs pour 595 949 \$;
 - à l'augmentation du coût et du tonnage des matières secondaires recueillies pour 259 665 \$;
 - à la participation de l'arrondissement au déploiement de divers événements spéciaux pour 174 500 \$;
 - à des coûts supplémentaires liés aux branchements de services pour 166 000 \$.

4.2.2. Arrondissement des Rivières

Tableau 12

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement des Rivières
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009**
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,4	1,4	-
Culture, loisir et vie communautaire	5,8	5,7	0,1
Gestion du territoire	3,3	3,0	0,3
Travaux publics	<u>12,0</u>	<u>12,5</u>	<u>(0,5)</u>
Total arrondissement des Rivières	<u>22,5</u>	<u>22,6</u>	<u>(0,1)</u>

Les dépenses de l'Arrondissement des Rivières atteignent 22,6 M\$, soit un écart défavorable de 0,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Globalement, les résultats de l'arrondissement sont comparables aux prévisions. Cependant, certains écarts s'expliquent ainsi :

- l'économie réalisée à la Division de la gestion du territoire est attribuable à :
 - l'abandon de la collecte du carton commercial et à une diminution des quantités de matières secondaires recueillies pour 266 803 \$;
 - la baisse du tonnage des matières résiduelles pour 51 969 \$.
- le dépassement de coûts enregistré à la Division des travaux publics est attribuable aux contrats de déneigement pour 181 618 \$ et aux opérations des dépôts à neige pour 224 716 \$.

4.2.3. Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery

Tableau 13

**Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009**
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,3	1,3	-
Culture, loisir et vie communautaire	7,4	7,7	(0,3)
Gestion du territoire	4,0	4,1	(0,1)
Travaux publics	<u>13,5</u>	<u>13,2</u>	<u>0,3</u>
Total arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	<u>26,2</u>	<u>26,3</u>	<u>(0,1)</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery atteignent 26,3 M\$. Globalement, les résultats de l'arrondissement sont conformes aux prévisions budgétaires. Cependant, certains écarts s'expliquent ainsi :

- le dépassement de coûts à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire est attribuable à :
 - l'augmentation de la masse salariale occasionnelle liée à une fréquentation accrue des patinoires, arénas et aux activités du programme vacances-été;
 - la modification des heures d'ouverture des arénas à la suite de l'harmonisation de ce service.

- l'économie réalisée à la Division des travaux publics est attribuable au :
 - transfert de la gestion des compteurs d'eau au Service central des travaux publics.

4.2.4. Arrondissement de Charlesbourg

Tableau 14
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Charlesbourg
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,9	0,9	-
Culture, loisir et vie communautaire	6,0	5,7	0,3
Gestion du territoire	3,5	3,5	-
Travaux publics	<u>10,4</u>	<u>10,3</u>	<u>0,1</u>
Total arrondissement de Charlesbourg	<u>20,8</u>	<u>20,4</u>	<u>0,4</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Charlesbourg atteignent 20,4 M\$, soit un écart favorable de 0,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- une économie à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable :
 - à l'utilisation de locaux moindre que prévu (heures de glace pour les organismes et locaux pour la Commission scolaire) pour 109 300 \$;
 - au transfert du budget prévu pour l'entente de développement culturel au Service de l'aménagement du territoire pour 75 281 \$;
 - à la baisse d'inscriptions au programme vacances-été pour 25 000 \$.

4.2.5. Arrondissement de Beauport

Tableau 15
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Beauport
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,2	1,2	-
Culture, loisir et vie communautaire	6,5	6,3	0,2
Gestion du territoire	3,6	3,3	0,3
Travaux publics	<u>11,9</u>	<u>12,0</u>	<u>(0,1)</u>
Total arrondissement de Beauport	<u>23,2</u>	<u>22,8</u>	<u>0,4</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de Beauport atteignent 22,8 M\$, soit un écart favorable de 0,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- une économie à la Division de la gestion du territoire attribuable :
 - au tonnage inférieur aux prévisions quant à la collecte de matières secondaires;
 - à l'abolition de certains postes de même qu'à un poste non comblé.

- une économie à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable à :
 - l'utilisation moindre que prévu de locaux scolaires (gymnases et piscines);
 - certains volets de formation non réalisés;
 - la gratuité de certains plateaux pour le festival de la jeunesse et dépenses commanditées;
 - une baisse d'inscriptions au programme vacances-été.

4.2.6. Arrondissement de Limoilou

Tableau 16
Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de Limoilou
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,8	0,7	0,1
Culture, loisir et vie communautaire	3,7	3,5	0,2
Gestion du territoire	1,7	1,5	0,2
Travaux publics	9,9	9,3	0,6
Total arrondissement de Limoilou	16,1	15,0	1,1

Les dépenses de l'Arrondissement de Limoilou atteignent 15,0 M\$, soit un écart favorable de 1,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- un écart favorable à la Division des travaux publics créé par :
 - la prise en charge, par le Service de la gestion des immeubles, de l'atelier d'entretien des équipements récréatifs et du mobilier urbain pour 816 876 \$. Cet écart favorable est partiellement affecté par le dépassement de coûts lié aux activités de déneigement faisant suite à la modification de la politique de déneigement et à la décision de déneiger tous les trottoirs et de transporter la neige pour 306 678 \$.
- une économie à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable :
 - au transfert du budget bibliothèque au Service de la culture pour 57 000 \$;
 - à certaines activités non réalisées en raison du regroupement des arrondissements pour 64 000 \$.
- une économie à la Division de la gestion du territoire attribuable à :
 - l'abandon de la collecte du carton commercial pour 19 000 \$ et les quantités de matières secondaires recueillies moindres que prévu pour 80 000 \$.

4.2.7. Arrondissement de La Haute-Saint-Charles

Tableau 17

Dépenses – Services de proximité – Arrondissement de La Haute-Saint-Charles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,2	1,2	-
Culture, loisir et vie communautaire	4,3	4,7	(0,4)
Gestion du territoire	2,6	2,6	-
Travaux publics	<u>8,1</u>	<u>8,3</u>	<u>(0,2)</u>
Total arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>16,2</u>	<u>16,8</u>	<u>(0,6)</u>

Les dépenses de l'Arrondissement de La Haute-Saint-Charles atteignent 16,8 M\$, soit un écart défavorable de 0,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- un dépassement de coûts à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable à :
 - l'augmentation de la masse salariale des auxiliaires principalement pour les activités de piscines pour 145 252 \$, d'opération des équipements extérieurs pour 87 115 \$, de même que l'augmentation des heures d'ouverture des patinoires extérieures pour 12 000 \$.
- un dépassement de coûts à la Division des travaux publics attribuable :
 - à l'ajustement des salaires à la suite du règlement des conventions collectives pour 115 000 \$;
 - au nombre élevé de nouveaux branchements de services pour 85 000 \$.

4.2.8. Arrondissement Laurentien

Tableau 18

Dépenses – Services de proximité – Arrondissement Laurentien pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,7	1,4	0,3
Culture, loisir et vie communautaire	7,5	7,2	0,3
Gestion du territoire	3,5	3,2	0,3
Travaux publics	<u>7,6</u>	<u>7,7</u>	<u>(0,1)</u>
Total arrondissement Laurentien	<u>20,3</u>	<u>19,5</u>	<u>0,8</u>

Les dépenses de l'Arrondissement Laurentien atteignent 19,5 M\$, soit un écart favorable de 0,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- une économie à la Division des relations avec les citoyens et soutien administratif attribuable à la prise en charge, par le Service de la gestion des immeubles, de l'atelier d'entretien des équipements récréatifs et du mobilier urbain pour 308 606 \$;

- une économie à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire attribuable :
 - à la fréquentation moindre que prévu des gymnases et centres communautaires;
 - à l'économie sur le plan des dépenses d'entretien et réparation;
 - au transfert du budget prévu pour l'entente de développement culturel au Service de l'aménagement du territoire.
- une économie à la Division de la gestion du territoire attribuable à :
 - la diminution du coût et du tonnage des matières secondaires recueillies pour 100 000 \$;
 - des postes demeurés vacants en raison du regroupement d'arrondissements pour 170 000 \$.

4.3. Services de soutien

Cette section rassemble les spécialistes capables d'apporter le soutien nécessaire aux différentes unités administratives de l'organisation, dans la réalisation de leurs mandats.

Tableau 19
Dépenses – Services de soutien
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Soutien à la gestion du service à la clientèle	0,7	0,5	0,2
Affaires juridiques	6,9	5,2	1,7
Communications	3,8	4,2	(0,4)
Technologies de l'information et télécommunications	20,3	21,1	(0,8)
Évaluation	5,9	5,9	-
Greffe et archives	9,0	8,0	1,0
Approvisionnements	5,4	5,3	0,1
Greffe de la cour municipale	3,8	3,7	0,1
Gestion des immeubles	63,6	64,5	(0,9)
Gestion des équipements motorisés	27,3	27,9	(0,6)
Total services de soutien	146,7	146,3	0,4

Les dépenses liées aux services de soutien atteignent 146,3 M\$, soit un écart favorable de 0,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- des économies à la Section du soutien à la gestion du service à la clientèle dues aux délais pour combler les postes prévus pour les projets spéciaux;
- l'ajustement, au Service des affaires juridiques, de la provision pour procédures en cours à la suite du règlement de certains litiges en faveur de la Ville pour 1 400 000 \$;
- des économies au Service du greffe et des archives liées aux dépenses d'élection qui ont été moindres que prévu pour 697 994 \$ et au budget de recherche attribué aux conseillers indépendants qui n'a pas été entièrement dépensé pour 254 783 \$.

Par ailleurs, certains écarts défavorables sont constatés, notamment :

- des dépenses supplémentaires au Service de la gestion des immeubles à la suite de la prise en charge, en cours d'exercice, des deux ateliers d'entretien des équipements récréatifs et du mobilier urbain et également des dépenses supplémentaires liées au

règlement des conventions collectives pour 1 231 437 \$. Ce dépassement est partiellement compensé par des économies liées aux dépenses d'énergie pour 207 579 \$, de même qu'une économie de 189 577 \$ pour les autres biens et services;

- des dépenses supplémentaires au Service des technologies de l'information et des télécommunications à la suite du règlement des conventions collectives pour 587 136 \$ de même qu'à des excédents de coûts de contrats d'entretien de logiciels et progiciels;
- des dépenses supplémentaires au Service de la gestion des équipements motorisés causées par un excédent de la rémunération (chevauchement de postes imprévus) pour 370 149 \$ et des coûts de carburant plus élevés que prévu (les prix unitaires réels se sont avérés plus élevés que les prix budgétisés) pour 262 985 \$;
- des dépenses supplémentaires au Service des communications occasionnées par la publication souvenir du 400^e anniversaire de la ville pour 266 487 \$ et l'impression et la distribution de la programmation loisirs pour 226 000 \$.

4.4. Développement culturel, touristique, sportif et social

Cette fonction comprend l'ensemble des activités économiques relatives à la planification, à l'organisation et à la gestion des programmes de loisirs, de culture, de développement événementiel, de même que celles liées au tourisme. De plus, elle inclut les dons et subventions accordés à des organismes oeuvrant dans ces champs d'activités. Elle regroupe également les dépenses relatives à la gestion des équipements et aux activités patrimoniales.

Au plan des loisirs et de la culture, nous retrouvons notamment l'exploitation des centres communautaires, des patinoires, des piscines, plages et ports de plaisance, des parcs et terrains de jeux, des parcs régionaux, des expositions et foires, des bibliothèques ainsi que des musées et centres d'exposition.

Aussi, à la suite des Fêtes du 400^e anniversaire de la ville, un fonds venant appuyer la réalisation de grands événements a vu le jour en 2009.

Quant aux activités touristiques, elles regroupent celles qui sont reliées à la promotion et au développement telles que la promotion touristique, le service d'information touristique, les services pour la tenue de congrès et le service de guide.

Tableau 20

Dépenses – Développement culturel, touristique, sportif et social pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Culture	15,0	16,3	(1,3)
Loisirs, sports et vie communautaire	2,9	2,9	-
Bureau du développement touristique et des grands événements	10,8	15,0	(4,2)
Office du tourisme de Québec	4,6	4,8	(0,2)
Total développement culturel, touristique, sportif et social	33,3	39,0	(5,7)

Les dépenses liées au développement culturel, touristique, sportif et social atteignent 39,0 M\$, soit un écart défavorable de 5,7 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- l'affectation, non prévue au budget, de 5 000 000 \$ au Fonds des grands événements, effectuée via le Bureau du développement touristique et des grands événements. Il

s'agit de la contribution financière du gouvernement du Québec visant à appuyer la Ville dans son rôle de Capitale nationale. Elle a permis la réalisation de plusieurs événements, dont la production du Cirque du Soleil et la diffusion du Moulin à images;

- des dépenses supplémentaires au Service de la culture provenant :
 - de certains versements, dans le cadre du plan d'action Québec Horizon Culture, qui ont été effectués en dehors du cadre budgétaire pour 668 250 \$;
 - d'une subvention versée à l'Institut canadien afin de couvrir certaines dépenses liées aux bibliothèques (salaires, frais de réseaux, traitement documentaire) qui ont été payées au budget de ce Service puis compensées par un apport des Arrondissements pour 581 071 \$.

Cependant, l'affectation d'un montant du budget d'opération aux activités d'investissement, nécessaire afin d'assurer la mise en place de l'entente entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville, a donné un écart favorable au Service pour 207 000 \$;

- des dépenses supplémentaires à l'Office du tourisme provenant essentiellement de la création de postes à la suite du règlement des conventions collectives pour 381 014 \$, mais compensées par l'affectation d'un revenu provenant du fonds extrabudgétaire du Service. Certaines économies sont également constatées relativement à des activités d'édition et de promotion qui n'ont pas eu lieu pour 207 235 \$.

4.5. Développement durable

Ce secteur d'activités intègre l'ensemble des activités économiques relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme. Il regroupe également les dépenses relatives à l'élaboration de divers programmes en vue de favoriser la situation économique du territoire. Plus particulièrement, les dépenses de ce secteur sont liées à la recherche, à l'élaboration, à la planification, à la gestion et à la participation financière en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement industriel et commercial.

De même, ce secteur inclut les activités regroupant les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles, aux cours d'eau et à la protection de l'environnement.

Sont aussi comprises dans ce secteur les activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers et de ses accessoires périphériques.

Tableau 21
Dépenses – Développement durable
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Aménagement du territoire	6,0	5,6	0,4
Développement économique	14,1	14,2	(0,1)
Environnement	11,2	11,4	(0,2)
Travaux publics	51,6	52,0	(0,4)
Ingénierie	10,4	10,0	0,4
Total développement durable	93,3	93,2	0,1

Les dépenses liées au développement durable atteignent 93,2 M\$, soit un écart favorable de 0,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- le transfert du budget d'opération, au Service de l'aménagement du territoire, prévu pour la mise en place de l'entente entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville aux activités d'investissement pour 523 714 \$;
- des économies au Service de l'ingénierie attribuables à une masse salariale moindre que prévu compte tenu de postes non comblés en cours d'année et de l'embauche de personnel au début de l'échelle salariale pour 320 295 \$.

Par ailleurs, certains écarts défavorables sont constatés, notamment :

- des dépenses supplémentaires au Service des travaux publics provenant de :
 - la résiliation du contrat d'exploitation du centre de tri, mais compensées par les économies réalisées sur la variation du tonnage des matières résiduelles de même que la réalisation partielle de projets liés au Plan de gestion des matières résiduelles;
 - la mise en fonction de deux nouvelles usines de traitement des eaux (salaires supplémentaires) pour 723 314 \$; la réparation et le remplacement de pièces nécessaires à la continuité des opérations de traitement des eaux usées pour 245 136 \$;
 - par ailleurs, une économie est réalisée sur l'entretien des voies publiques à la suite du transfert de compétences de certaines artères devenues de proximité et dont la responsabilité est retournée aux villes reconstituées après le dépôt du rapport Mireault pour 612 998 \$.

4.6. Sécurité publique

Cette fonction comprend l'ensemble des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. De plus, elle regroupe toutes les autres dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

Tableau 22
Dépenses – Sécurité publique
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Protection contre l'incendie	34,2	34,4	(0,2)
Police	69,8	72,9	(3,1)
Bureau de la sécurité civile	0,5	0,5	-
Total sécurité publique	104,5	107,8	(3,3)

Les dépenses liées à la sécurité publique atteignent 107,8 M\$, soit un écart défavorable de 3,3 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- des dépenses supplémentaires au Service de police attribuables à un dépassement à la masse salariale (heures supplémentaires), nécessaire afin d'assurer la sécurité lors d'événements spéciaux pour 3 009 240 \$;
- des dépenses supplémentaires au Service de la protection contre l'incendie attribuables à un dépassement relatif à la masse salariale (heures supplémentaires) à la Division des opérations pour 735 841 \$, mais compensées par certaines économies relativement à de la formation non dispensée.

4.7. Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend l'ensemble des sommes que la Ville est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier.

Tableau 23
Dépenses – Service de la dette brute
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Remboursement de capital	159,9	159,9	-
Frais de financement	77,0	73,0	4,0
Affectations	<u>12,8</u>	<u>13,7</u>	<u>(0,9)</u>
Total service de la dette brute	<u>249,7</u>	<u>246,6</u>	<u>3,1</u>

Les dépenses liées au service de la dette brute atteignent 246,6 M\$, soit un écart favorable de 3,1 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique en grande partie par des économies sur les taux d'intérêt et les frais d'émission qui ont été moins élevés que prévu. Aussi, une partie du financement des nouveaux travaux prévus au PTI n'a pas été réalisée cette année.

4.8. Frais généraux

Les frais généraux comprennent les coûts qui ne se rattachent à aucune fonction particulière et qu'il est impossible ou peu pratique de classer dans une catégorie donnée. Ils incluent les cotisations de l'employeur, les contributions à divers organismes, la gestion du contingent, les divers autres frais liés à la rémunération et le paiement comptant des immobilisations.

Tableau 24
Dépenses – Frais généraux
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Cotisations de l'employeur			
Charges sociales	37,3	32,5	4,8
Avantages sociaux	<u>79,3</u>	<u>73,1</u>	<u>6,2</u>
Total cotisation de l'employeur	116,6	105,6	11,0
Contributions organismes municipaux	89,5	89,0	0,5
Contributions autres organismes	2,0	2,0	-
Contingent	1,5	-	1,5
Divers autres frais			
Rémunération-autres frais	12,6	4,6	8,0
Créances douteuses	1,0	0,4	0,6
Autres frais et affectations	<u>1,1</u>	<u>8,3</u>	<u>(7,2)</u>
Total divers autres frais	14,7	13,3	1,4
Paiement comptant des immobilisations	<u>3,5</u>	<u>5,5</u>	<u>(2,0)</u>
Total frais généraux	<u>227,8</u>	<u>215,4</u>	<u>12,4</u>

Les dépenses liées aux contributions et autres frais atteignent 215,4 M\$, soit un écart favorable de 12,4 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Cet écart s'explique notamment par :

- une économie de 11,0 M\$ liée à des cotisations de l'employeur moins élevées que prévu. Ceci, conséquemment à :
 - un écart favorable de 4,8 M\$ pour les charges sociales à la suite d'un ajustement de la provision pour CSST qui a généré un écart favorable de 1,9 M\$ sur la dépense. Aussi, l'ensemble des charges sociales a été moins élevé que les prévisions budgétaires dégageant ainsi un écart favorable de 2,9 M\$;
 - un écart favorable de 6,2 M\$ pour les avantages sociaux à la suite du règlement des conventions collectives qui, en amenant un nouveau partage des cotisations aux régimes de retraite, a permis une économie de 2,1 M\$. Aussi, les frais de financement sur les régimes de retraite, calculés en fin d'année par l'actuaire, ont généré un écart favorable de 1,8 M\$ par rapport aux prévisions. Enfin, un écart favorable de 1,4 M\$ est réalisé sur les assurances santé et vie.
- une économie de 1,5 M\$ pour le contingent. Ceci, parce que le montant prévu au budget est viré dans les services et arrondissements selon les demandes en cours d'année. Cet écart favorable se traduit par un excédent de dépenses dans les services et arrondissements.
- une économie de 1,4 M\$ attribuable aux divers autres frais. Celle-ci s'explique, entre autres, par :
 - un écart favorable de 8,0 M\$ pour les autres frais liés à la rémunération expliqué par le fait que le budget prévu pour les augmentations salariales, soit 5,2 M\$, a été distribué dans les services. Ceci laisse donc croire à des dépenses moins élevées que prévu sur ce plan. Aussi, le règlement du dossier d'équité salariale, pour plusieurs groupes d'employés, a provoqué un retour de la provision créée à cette fin, soit 1,9 M\$;
 - un écart défavorable de 7,2 M\$ pour les autres frais et affectations. Celui-ci provient notamment d'une affectation de 2,5 M\$ au Fonds de réfection et d'entretien des voies publiques. Un revenu équivalent, provenant des carrières et sablières, correspond à cette affectation. Aussi, un montant de 2,1 M\$ a été affecté à la provision pour réclamations futures. Également, 1,5 M\$ de dépenses sont payées par les surplus des anciennes villes, mais compensées par une affectation équivalente de surplus aux revenus. Enfin, une affectation de 1,2 M\$ pour refléter le coût des cessions d'actifs a été effectuée.
- un écart défavorable de 2,0 M\$ est enregistré pour le paiement comptant des immobilisations. Cet écart s'explique majoritairement par le fait qu'une somme, initialement prévue dans les services, soit 1,8 M\$, a été affectée au paiement comptant des immobilisations pour financer une partie du règlement d'emprunt relativement à l'entente entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Québec. Cet écart défavorable se traduit par un écart favorable dans les services.

4.9. Éléments extrabudgétaires

Ces dépenses proviennent de dépenses recouvrables et de projets autofinancés. Elles n'ont normalement pas d'incidences budgétaires étant donné qu'un revenu, équivalent aux dépenses, est comptabilisé. Ces revenus et dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget.

Tableau 25
Dépenses – Éléments extrabudgétaires
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

	Budget	Réel	Écart
Projets autofinancés	-	6,7	-
Recouvrables	-	<u>12,0</u>	-
Total éléments extrabudgétaires	-	<u>18,7</u>	-

Les dépenses provenant des dépenses recouvrables et projets autofinancés atteignent 18,7 M\$.

5. Analyse du surplus

5.1. Excédent de fonctionnement non affecté

Les résultats de l'année 2009 traduisent un surplus de 33,3 M\$. Ce surplus s'ajoute aux surplus non affectés de 2008 et porte le surplus non affecté de 2009 à 44,0 M\$. En ce qui a trait à la répartition du surplus de l'exercice 2009, des recommandations seront acheminées par le comité exécutif au conseil municipal concernant les appropriations de ce dernier.

Tableau 26
Excédent de fonctionnement non affecté
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

Excédent non affecté au 01-01-2008	33,4
Excédent de l'exercice 2008	15,2
Affectation nette 2008	(29,9)
Ajustement et redressement comptable 2008	<u>(3,1)</u>
Excédent non affecté au 01-01-2009	<u>15,6</u>
Excédent de l'exercice 2009	33,3
Affectation nette 2009	(4,9)
Ajustement et redressement comptable 2009	-
Excédent non affecté au 31-12-2009	<u>44,0</u>

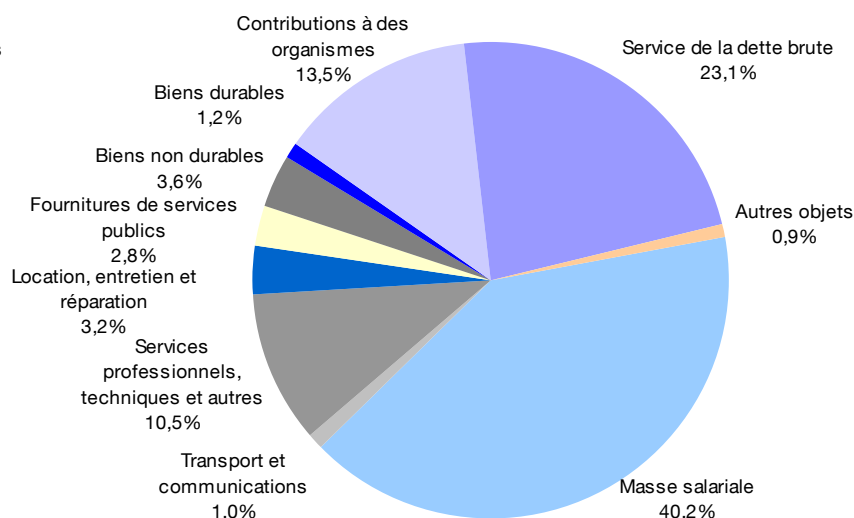
Le solde de l'excédent accumulé affecté et celui de l'excédent accumulé non affecté au 1^{er} janvier 2009 ont été redressés d'un montant de 2,5 M\$ dans le but d'affecter l'écart causé par les différences de méthodes comptables entre l'administration municipale et ExpoCité au niveau de l'amortissement des immobilisations et du remboursement de la dette à long terme.

6. Renseignements complémentaires

6.1. Dépenses par objets

L'objectif du système de classification des dépenses par objets est de fournir une information en fonction de la nature économique des biens et des services acquis et de toutes autres dépenses. Le total des dépenses demeure conséquemment le même que celui énoncé sous la rubrique des dépenses par secteurs d'activités, soit 1 066,9 M\$.

Graphique 3
Dépenses par objets
(en millions de dollars)



6.2. Fonds des grands événements

Le Fonds des grands événements a été créé en 2009 à la suite du succès remporté par les Fêtes du 400^e anniversaire de la ville. Ce fonds vise à stimuler la tenue d'événements qui ont un impact sur l'industrie touristique de Québec. Il est administré par le Bureau du développement touristique et des grands événements. La création de ce fonds a, entre autres, permis la tenue d'activités comme la production du Cirque du Soleil et la diffusion du Moulin à images.

Tableau 27
Fonds des grands événements
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

ÉVÉNEMENTS	
Animation de l'Espace 400 ^e	1,3
Programme d'animation des arrondissements	0,2
Moulin à images	4,3
Cirque du soleil	7,1
Grand prix cycliste Québec - Montréal	0,3
Total dépenses événements	13,2
SOURCES DE FINANCEMENT	
Ville de Québec	8,5
Gouvernement du Québec (non prévu au budget)	5,0
Autres revenus	0,2
Total sources de financement	13,7
EXCÉDENT	0,5

Les activités de ce fonds sont incluses dans les opérations courantes de la Ville. Elles traduisent un excédent de 0,5 M\$. Il s'explique, en partie, par le fait que les autres revenus de 0,2 M\$ n'étaient initialement pas prévus. Ils ont été encaissés, mais n'ont pas été dépensés en 2009. Ils proviennent de commandites liées au Moulin à images et au Cirque du Soleil.

7. Historique des résultats

7.1. Résultats financiers

La proportion du surplus (déficit) par rapport aux revenus atteint son plus haut niveau cette année avec 3,0 %, soit un surplus de 33,3 M\$ par rapport à des revenus de 1 100,2 M\$. Par ailleurs, cette proportion a atteint son plus bas niveau en 2006 avec -1,2 %, soit un déficit de 12,4 M\$ par rapport à des revenus de 1 014,7 M\$.

Les dernières années indiquent une variabilité dans les résultats (surplus ou déficit). Aussi, la proportion du surplus (déficit) par rapport aux revenus variant de -1,2 % à 3,0 % laisse une marge de manœuvre financière plutôt mince à la Ville.

Tableau 28
Historique des résultats financiers
(en millions de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Revenus								
Taxes et paiements tenant lieu de taxes	613,4	644,3	681,1	714,4	727,5	766,7	775,4	813,1
Autres revenus	<u>168,3</u>	<u>184,0</u>	<u>192,7</u>	<u>214,7</u>	<u>287,2</u>	<u>218,4</u>	<u>270,4</u>	<u>287,1</u>
Total revenus	781,7	828,3	873,8	929,1	1 014,7	985,1	1 045,8	1 100,2
Dépenses								
Masse salariale	307,5	315,6	336,5	368,9	419,2	411,3	413,4	429,3
Service de la dette brute	216,4	221,7	227,2	240,8	252,5	221,7	235,3	246,6
Autres dépenses	<u>255,8</u>	<u>275,6</u>	<u>294,3</u>	<u>310,2</u>	<u>355,4</u>	<u>325,3</u>	<u>381,9</u>	<u>391,0</u>
Total dépenses	779,7	812,9	858,0	919,9	1 027,1	958,3	1 030,6	1 066,9
Surplus (déficit)	<u>2,0</u>	<u>15,4</u>	<u>15,8</u>	<u>9,2</u>	<u>(12,4)</u>	<u>26,8</u>	<u>15,2</u>	<u>33,3</u>
Proportion du surplus (déficit) par rapport aux revenus	0,3%	1,9%	1,8%	1,0%	-1,2%	2,7%	1,5%	3,0%

7.2. Réserves financières (surplus affectés)

En juillet 2009, la Ville s'est dotée de politiques financières, dont une politique de gestion des réserves financières et des surplus affectés. La mise en place de ces outils s'avérait essentielle à une bonne et saine gestion financière de l'organisation. En ce sens, la prudence implique que la Ville crée des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues.

Les surplus affectés ou fonds réservés sont des sommes dédiées à des fins spécifiques. Les surplus non affectés sont les excédents annuels cumulés des revenus sur les dépenses provenant des opérations de fonctionnement.

Surplus affecté pour les opérations de déneigement

Des surplus sont affectés lorsque les coûts dépassent les budgets annuels de cette activité et qu'il est impossible de combler l'excédent de dépenses par toute autre source de financement.

Surplus affecté d'autoassurance

Ces sommes servent uniquement à acquitter des réclamations pour lesquelles la Ville est identifiée comme responsable.

Surplus affecté de prévoyance

Événements ou dépenses non récurrents sur lesquels l'administration a peu ou pas de contrôle. La dépense doit relever d'une obligation légale ou d'un cas de force majeure.

Surplus non affectés

L'utilisation est conséquente aux décisions du conseil d'agglomération ou du conseil municipal.

Tableau 29
Historique des réserves financières
(en millions de dollars)

Exercices terminés le 31 décembre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Cibles
Neige	-	0,6	3,6	3,6	2,7	2,7	15,6	15,6	20,0
Autoassurance	-	0,7	5,7	5,7	5,7	5,7	8,7	8,7	8,7
Prévoyance	-	-	-	-	-	-	4,1	0,4	20,0
Surplus non affectés	<u>2,0</u>	<u>15,5</u>	<u>16,7</u>	<u>13,5</u>	<u>(9,3)</u>	<u>33,4</u>	<u>18,1</u>	<u>44,0</u>	<u>10,0</u>
Total	<u>2,0</u>	<u>16,8</u>	<u>26,0</u>	<u>22,8</u>	<u>(0,9)</u>	<u>41,8</u>	<u>46,5</u>	<u>68,7</u>	<u>58,7</u>

En 2009, la réserve pour les opérations de déneigement n'atteint toujours pas la cible fixée à 20,0 M\$. De même, la réserve de prévoyance avec 0,4 M\$ est encore loin de la cible de 20,0 M\$. Depuis 2008, la réserve d'autoassurance a atteint la cible escomptée de 8,7 M\$. Les surplus non affectés dépassent la cible de 10,0 M\$ et atteignent cette année 44,0 M\$. Des décisions concernant l'affectation de ces surplus seront prises à la suite du dépôt des états financiers.

7.3. Masse salariale

La masse salariale est le poste de dépenses le plus important. Elle comprend la rémunération ainsi que les cotisations de l'employeur, et ce, pour tous les employés et les élus de la Ville. La rémunération englobe les salaires et les indemnités. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux et les charges sociales.

Tableau 30
Évolution de la masse salariale
(en millions de dollars)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget ⁽¹⁾	Réel	Budget ⁽¹⁾	Réel	Budget ⁽¹⁾	Réel	Budget ⁽¹⁾	Réel	Budget ⁽¹⁾	Réel
Rémunération	288,5	298,0	295,8	315,9	310,9	313,3	315,1	320,4	314,8	322,9
Cotisations de l'employeur	<u>64,6</u>	<u>70,9</u>	<u>81,1</u>	<u>103,3</u>	<u>98,2</u>	<u>98,2</u>	<u>107,9</u>	<u>93,0</u>	<u>116,6</u>	<u>106,4</u>
Masse salariale totale	<u>353,1</u>	<u>368,9</u>	<u>376,9</u>	<u>419,2</u>	<u>409,1</u>	<u>411,5</u>	<u>423,0</u>	<u>413,4</u>	<u>431,4</u>	<u>429,3</u>

(1) Les données budgétaires ne comprennent pas les dépenses recouvrables et projets autofinancés.

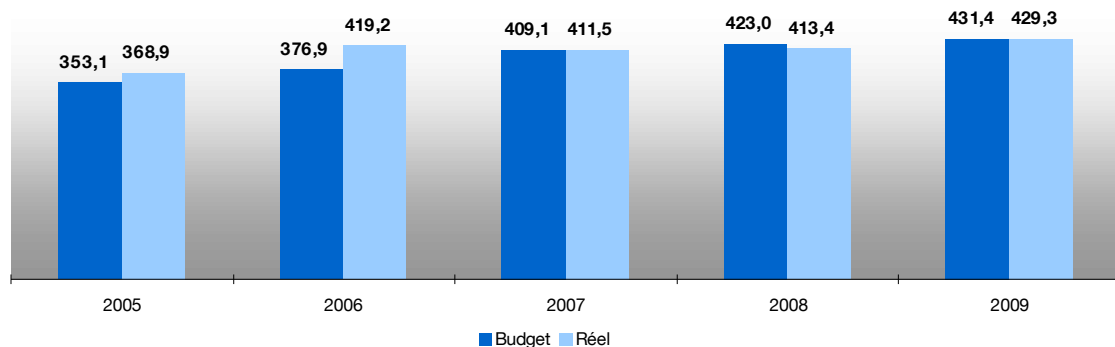
En 2009, la masse salariale compte pour 40,2 % des dépenses de fonctionnement, soit 429,3 M\$. C'est un écart favorable de 2,1 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Cet écart s'explique par :

- des dépenses supplémentaires de 8,1 M\$ pour la rémunération, incluant 3,7 M\$ de dépenses recouvrables et projets autofinancés qui ne sont pas prévu au budget;
- des économies de 10,2 M\$ pour les cotisations de l'employeur.

Au plan de la rémunération, les services et arrondissements présentent un excédent de dépenses de 4,4 M\$ pour les opérations. Cet écart défavorable provient principalement des salaires supplémentaires, dont 84 % proviennent des services rattachés à la sécurité publique. La rémunération régulière dégage une économie importante absorbant ainsi l'excédent de dépenses liées aux salaires occasionnels. Cela s'explique par le remplacement temporaire de postes vacants par de la main-d'œuvre occasionnelle. Aussi, des dépenses supplémentaires de 3,7 M\$ sont liées aux salaires versés pour le travail accompli dans les projets des dépenses recouvrables et projets autofinancés non prévus au budget. Cependant, un revenu équivalent est applicable.

Pour ce qui est des cotisations de l'employeur, elles devraient normalement évoluer dans le même sens que la rémunération. Cependant, en 2009, plusieurs facteurs ont eu un impact positif sur ces dépenses. Le règlement des conventions collectives, amenant un nouveau partage des cotisations aux régimes de retraite, a permis une économie de 2,1 M\$. Un ajustement de la provision pour CSST a généré un écart favorable de 1,9 M\$ sur la dépense. Les frais de financement sur les régimes de retraite, calculés en fin d'année par l'actuaire, ont généré un écart favorable de 1,8 M\$ par rapport aux prévisions. Un écart favorable de 1,4 M\$ est réalisé sur les assurances santé et vie. L'ensemble des charges sociales a été moins élevé que les prévisions budgétaires dégageant ainsi un écart favorable de 2,9 M\$. Enfin, un excédent de dépenses de 0,8 M\$ est relié aux contributions de l'employeur versées sur les salaires pour le travail accompli dans les projets des dépenses recouvrables et projets autofinancés pour lesquels un revenu équivalent est applicable.

Graphique 4
Évolution de la masse salariale
(en millions de dollars)



Par rapport à 2008, la masse salariale a augmenté de 3,8 %. Cette variation à la hausse s'explique surtout par l'augmentation des cotisations de l'employeur. En effet, même si ces dernières ont été moins élevées que prévu, elles ont tout de même augmenté de 14,4 % en regard de 2008. Ceci, conséquemment aux déficits des régimes de retraite enregistrés à la suite de la crise financière de 2008.

7.4. Effectif

L'effectif comprend l'ensemble des personnes au service de l'organisation. La Ville utilise, comme unité de mesure de l'effectif, le concept d'équivalent temps complet (ETC). En effet, le nombre d'employés, tout statut confondu, est converti en ETC. Ce calcul s'effectue sur la base des heures réellement payées. L'effectif exclut le temps supplémentaire de même que les dépenses recouvrables et projets autofinancés.

La rémunération totale liée à l'effectif se chiffre à 303,2 M\$, ce qui représente un écart favorable de 1,4 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires établies à 304,7 M\$. La rémunération totale servant de base de calcul à l'effectif exclut les projets recouvrables et autofinancés, de même que les salaires supplémentaires.

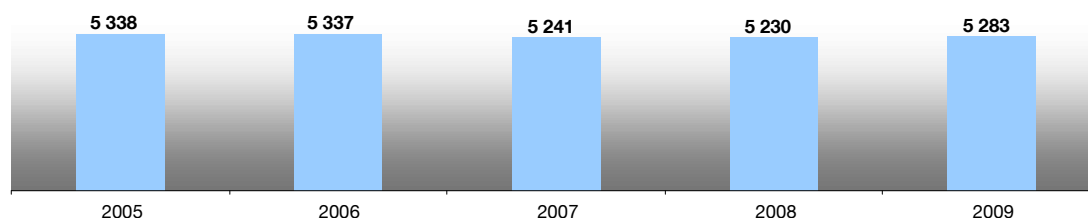
En 2009, l'effectif se chiffre à 5 283 ETC, soit une hausse de 53 ETC par rapport à 2008. Cet écart s'explique majoritairement par le transfert de 51 employés des services de l'Ingénierie et de la Gestion des immeubles, auparavant payés sur règlements d'emprunt, au budget d'opération. D'autre part, le Service de l'évaluation a requis l'équivalent de 22 postes à temps plein pour la confection du nouveau rôle d'évaluation.

De plus, les élections municipales de 2009 ont requis 18 ETC qui ne seront pas récurrent l'an prochain. Ceci exclut cependant la rémunération effectuée sous forme de montant forfaitaire, de même que le temps supplémentaire. En somme, en tenant compte de ces éléments, en comparaison de 2008, il y a eu une légère baisse des ETC.

Tableau 31
Évolution de l'effectif
(en ETC)

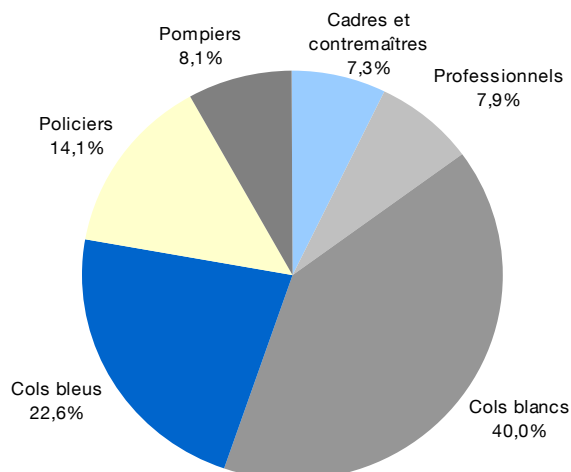
	2005	2006	2007	2008	2009
Régulier	3 924	3 981	3 928	3 961	4 068
Occasionnel	1 414	1 356	1 313	1 269	1 215
Effectif total	5 338	5 337	5 241	5 230	5 283
Variation en %		0,0%	-1,8%	-0,2%	1,0%

Graphique 5
Évolution de l'effectif
(en ETC)



Par ailleurs, l'effectif se compose majoritairement de cols blancs, de cols bleus et de policiers. Cette répartition est comparable à celle de 2008.

Graphique 6
Composition de l'effectif
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en ETC)



7.5. Cotisations de l'employeur

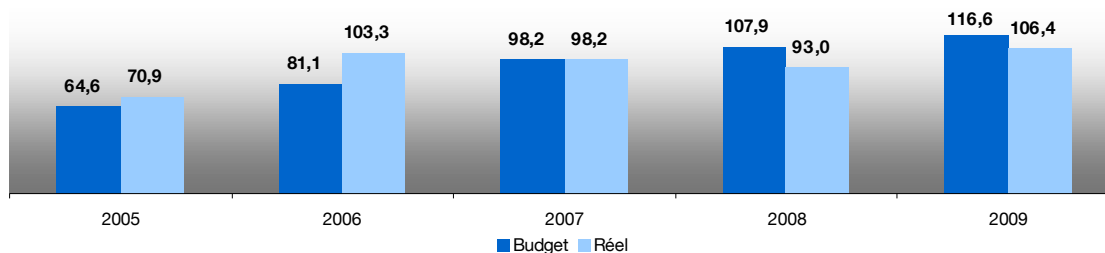
Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux, comprenant notamment les cotisations aux régimes de retraite et les charges sociales.

Tableau 32
Évolution des cotisations de l'employeur
(en millions de dollars)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Régimes de retraite										
Cotisations régulières	19,7	22,1	23,0	31,8	31,9	31,2	34,9	30,9	35,0	32,9
Contributions au déficit	9,9	10,4	18,7	29,0	21,4	20,5	21,1	15,8	28,0	25,8
Sous-total régimes de retraite	29,6	32,5	41,7	60,8	53,3	51,7	56,0	46,7	63,0	58,7
Autres cotisations de l'employeur	35,0	38,4	39,4	42,5	44,9	46,5	51,9	46,3	53,6	47,7
Total cotisations de l'employeur	64,6	70,9	81,1	103,3	98,2	98,2	107,9	93,0	116,6	106,4

Les cotisations de l'employeur atteignent 106,4 M\$ en 2009, soit un écart favorable de 10,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par le règlement des conventions collectives, amenant un nouveau partage des cotisations aux régimes de retraite, qui a permis une économie de 2,1 M\$. Un ajustement de la provision pour CSST a généré un écart favorable de 1,9 M\$ sur la dépense. Les frais de financement sur les régimes de retraite, calculés en fin d'année par l'actuaire, ont généré un écart favorable de 1,8 M\$ par rapport aux prévisions. Un écart favorable de 1,4 M\$ est réalisé sur les assurances santé et vie. L'ensemble des charges sociales a été moins élevé que les prévisions budgétaires dégageant ainsi un écart favorable de 2,9 M\$. Enfin, un excédent de dépenses de 0,8 M\$ est relié aux contributions de l'employeur versées sur les salaires pour le travail accompli dans les projets des dépenses recouvrables et projets autofinancés pour lesquels un revenu équivalent est applicable.

Graphique 7
Évolution des cotisations de l'employeur
(en millions de dollars)



En regard de 2008, les cotisations de l'employeur ont augmenté de 14,4 %. Cette variation provient de la hausse des contributions au déficit des régimes de retraite. En effet, les cotisations d'équilibre ont augmenté de 63,3 %, soit de 10,0 M\$. Ceci, conséquemment aux déficits des régimes de retraite enregistrés à la suite de la crise financière de 2008.

Régimes de retraite

Les dépenses liées aux cotisations aux différents régimes de retraite sont une des composantes de la masse salariale.

Les régimes de retraite de la Ville de Québec sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le niveau de salaire et le nombre d'années de service du participant.

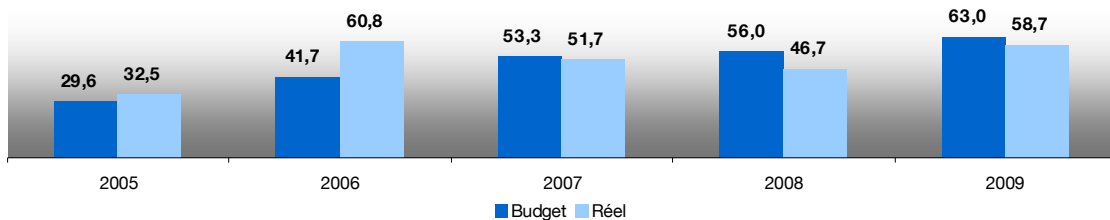
Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

Dans ce type de régime, le risque relatif au rendement de la caisse de retraite est assumé par l'employeur, soit la Ville de Québec. Généralement, tout déficit dans la caisse doit être comblé par la Ville de Québec.

Les cotisations d'exercice ou cotisations courantes sont un montant pour faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur et celle des employés.

Les cotisations d'équilibre sont un montant pour faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit notamment de la partie nécessaire au remboursement du déficit.

Graphique 8
Évolution des dépenses liées aux régimes de retraite
(en millions de dollars)



Les dépenses liées aux régimes de retraite se chiffrent à 58,7 M\$, soit un écart favorable de 4,3 M\$ avec les prévisions budgétaires. L'économie est attribuable à la fois aux cotisations régulières et aux contributions au déficit. Ceci s'explique par le règlement des conventions de travail qui a amené une nouvelle répartition des cotisations au fonds de pension, ce qui a généré des coûts moindres que prévu. Aussi, les frais de financement liés aux régimes de retraite ont été inférieurs aux prévisions effectuées par l'actuaire. Enfin, les taux de rendement des régimes de retraite ont été supérieurs aux prévisions.

En ce qui a trait aux régimes de retraite, rappelons d'abord que c'est en 2009 que l'impact des pertes de rendement de 2008 commence réellement à se faire sentir. De fait, la perte ou le gain d'une année est reflété dans les états financiers de l'année suivante. En 2008, nous avons obtenu un rendement négatif de -12,03 %. Ceci correspond, en 2009, à 58,7 M\$ de dépenses liées aux régimes de retraite (dont 25,8 M\$ pour les contributions au déficit). En comparaison, l'hypothèse de départ effectuée lors de la confection du budget 2009, mais estimant les rendements de 2008, était de -16,0 %. Ceci correspond à 63,0 M\$ de dépenses prévues pour les régimes de retraite en 2009 (dont 28,0 M\$ pour les contributions au déficit). Par ailleurs, les rendements anticipés pour l'année 2009, mais qui seront reflétés aux états financiers de 2010, sont de l'ordre de 13,5 %.

Par rapport à 2008, il y a une augmentation de 25,7 % des dépenses liées aux régimes de retraite. Cette variation provient de la hausse des contributions au déficit des régimes de retraite. En effet, les cotisations d'équilibre ont augmenté de 63,3 %, soit de 10,0 M\$. Ceci, conséquemment au déficit des régimes de retraite enregistré à la suite de la crise financière de 2008.

7.6. Neige

Les dépenses liées à la neige comprennent le déneigement de la chaussée à contrats, le déneigement de la chaussée effectué en régie, le déneigement hors rue, l'opération des dépôts à neige ainsi que le transport de la neige.

Tableau 33
Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Déneigement chaussée - Contrats	17,1	19,2	18,1	20,2	20,1	21,2	19,6	28,2	21,4	20,7
Déneigement chaussée - Régie	9,5	8,5	9,0	7,7	9,8	8,7	9,9	11,8	9,8	9,4
Déneigement hors rue	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,4	1,7	1,9	2,0	1,7
Opération des dépôts à neige					2,3	2,3	2,2	6,2	2,2	2,8
Transport de neige	5,5	5,9	6,1	9,4	2,9	4,9	2,9	8,1	3,3	4,2
Total des dépenses	33,1	34,7	34,3	38,6	36,4	38,5	36,3	56,2	38,7	38,8

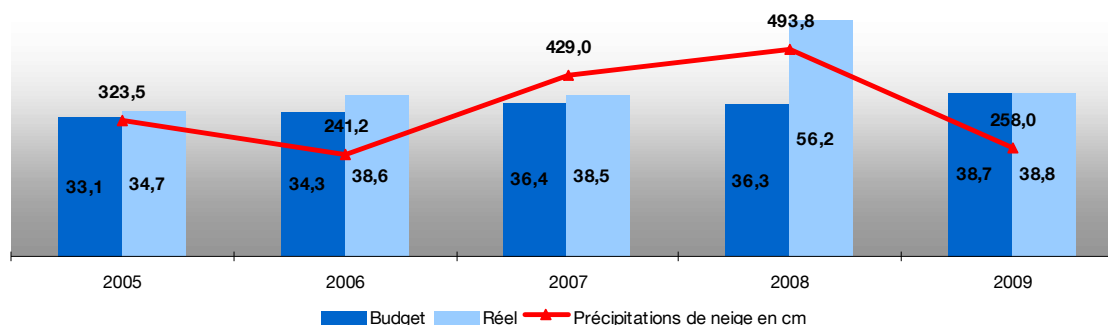
Les dépenses liées à la neige atteignent 38,8 M\$ en 2009. Globalement, cette dépense est comparable aux prévisions budgétaires. Cependant, certains écarts sont enregistrés, soit :

- écart favorable de 0,7 M\$ pour le déneigement de la chaussée effectué à contrats;
- écart favorable de 0,4 M\$ pour le déneigement de la chaussée effectué en régie;
- écart favorable de 0,3 M\$ pour le déneigement hors rue;
- écart défavorable de 0,9 M\$ pour le transport de la neige;
- écart défavorable de 0,6 M\$ pour l'opération des dépôts à neige.

L'hiver moins rude explique les économies quant au déneigement. Par contre, le fait d'avoir décidé de déneiger tous les trottoirs et de transporter la neige, après l'adoption de la politique de déneigement, a amené certaines dépenses supplémentaires.

Par rapport à 2008, les dépenses liées à la neige ont chuté de 10,5 %. Cette diminution s'explique surtout par le fait que l'hiver 2009 a été moins rigoureux que celui de 2008. En effet, la moyenne des dépenses liées à la neige depuis 2005, en excluant l'année 2008, se chiffre à 37,7 M\$, ce qui est comparable aux dépenses de 2009.

Graphique 9
Évolution des dépenses liées à la neige
(en millions de dollars)

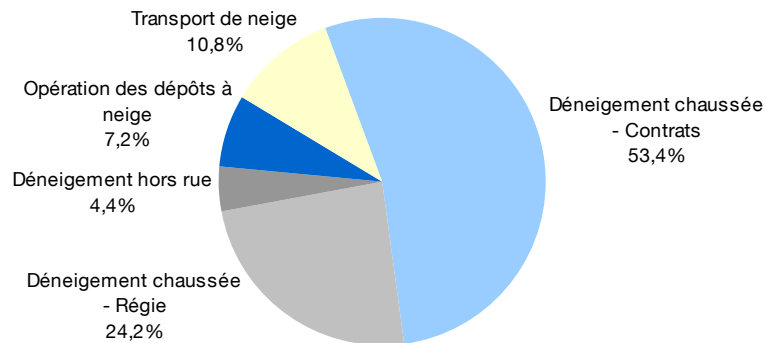


Les précipitations de neige sont compilées sur la même base temporelle que les états financiers, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. Au total, il est tombé 258,0 cm de neige en 2009, soit une variation à la baisse de 235,8 cm en regard de 2008.

Dans un autre ordre d'idées, on constate qu'il n'y a pas toujours de lien de cause à effet entre la quantité de neige tombée et les coûts liés à la neige. En effet, plusieurs facteurs viennent influencer ces dépenses notamment, le moment où le déneigement est effectué (coûts plus élevés la fin de semaine que les jours de semaine) ainsi que le type de précipitations reçues (neige, verglas ou pluie).

Par ailleurs, la principale dépense liée à la neige est le déneigement de la chaussée (à contrats et en régie). En excluant l'année 2008, cette pondération des dépenses est comparable aux années antérieures.

Graphique 10
Composition des dépenses liées à la neige
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)



7.7. Énergie

Les dépenses d'énergie comprennent l'électricité, le gaz, le mazout et le carburant.

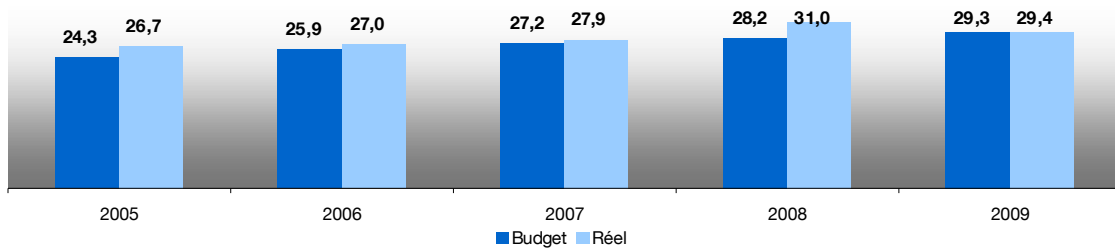
Tableau 34
Évolution des dépenses d'énergie
(en millions de dollars)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Électricité	16,9	17,5	16,3	17,7	17,1	17,6	17,7	17,9	19,2	19,7
Gaz	2,3	2,5	2,6	2,4	3,0	2,6	3,3	2,6	3,5	2,8
Mazout	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4
Carburant	4,8	6,4	6,6	6,6	6,7	7,2	6,9	10,0	6,2	6,5
Total des dépenses	24,3	26,7	25,9	27,0	27,2	27,9	28,2	31,0	29,3	29,4

Les dépenses d'énergie se chiffrent à 29,4 M\$ en 2009. Elles sont comparables aux prévisions budgétaires.

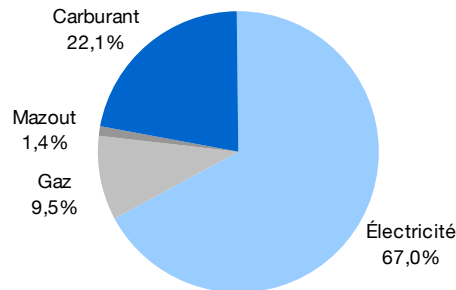
Par rapport à 2008, les dépenses d'énergie ont chuté de 5,2 %. Cette diminution s'explique surtout par le coût et la quantité de carburant qui ont été moins élevés en 2009 qu'en 2008. La moyenne des dépenses d'énergie depuis 2005 s'élève à 28,4 M\$, ce qui place l'année 2009 légèrement au-dessus de la moyenne, notamment quant aux coûts d'électricité.

Graphique 11
Évolution des dépenses d'énergie
(en millions de dollars)



Par ailleurs, les principales dépenses d'énergie sont l'électricité et le carburant. Il en a toujours été ainsi depuis 2005.

Graphique 12
Composition des dépenses d'énergie
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)

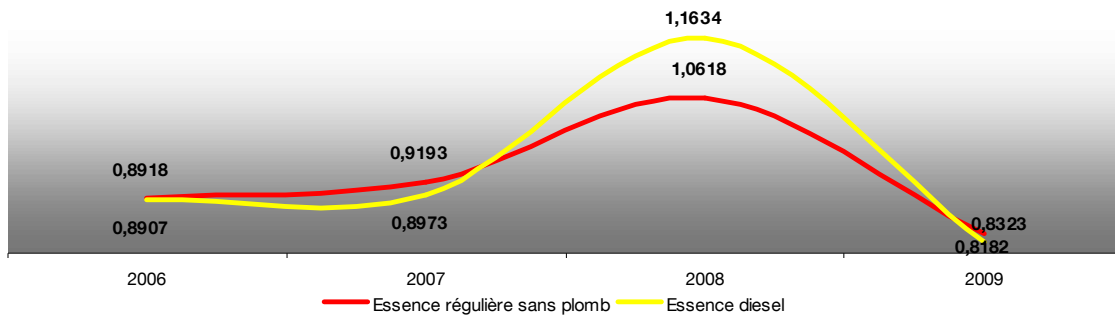


Carburant

Le carburant utilisé par la Ville comprend de l'essence régulière sans plomb et de l'essence diesel.

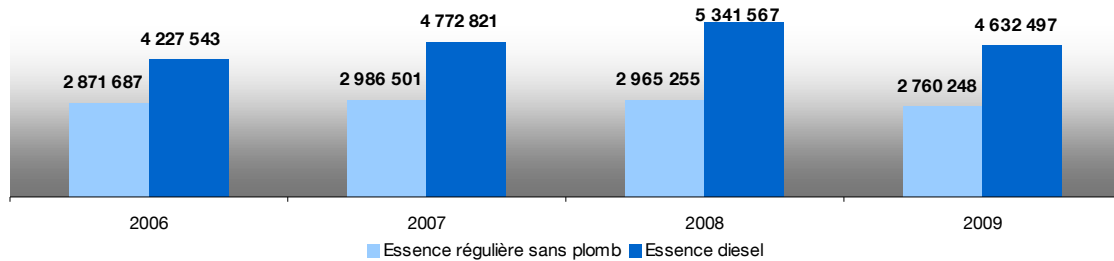
Cette année, le prix unitaire moyen payé par la Ville pour l'essence régulière sans plomb a été à son plus bas niveau depuis 2006, soit à 0,8323 \$. Il s'agit d'une diminution de 21,6 % par rapport à 2008. Il en va de même pour l'essence diesel qui a atteint 0,8182 \$, soit une variation à la baisse de 29,7 % en regard de 2008.

Graphique 13
Évolution du prix unitaire annuel moyen du carburant payé par la Ville
(en dollars)



Le même phénomène se produit pour les quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville. Elles sont à leur plus bas niveau depuis 2006, à une exception près : les quantités d'essence diesel étaient plus basses en 2006. Les besoins en carburant ont été influencés par l'hiver moins rigoureux connu cette année.

Graphique 14
Évolution des quantités annuelles de carburant utilisées par la Ville
(en litres)



7.8. Collecte des matières résiduelles

Les dépenses liées aux matières résiduelles comprennent la collecte des matières secondaires (recyclage) ainsi que la collecte et le transport des déchets.

Tableau 35
Évolution des dépenses liées à la collecte des matières résiduelles
(en millions de dollars)

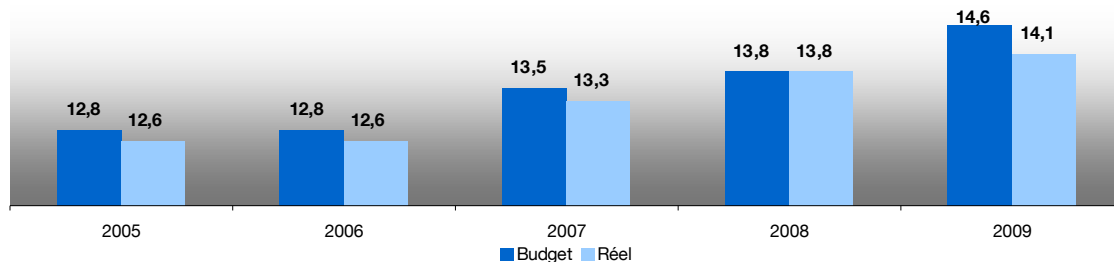
	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Collecte des matières secondaires	4,4	4,3	4,4	4,5	5,4	5,7	6,0	6,1	6,5	5,9
Collecte et transport des déchets	8,4	8,3	8,4	8,1	8,1	7,6	7,8	7,7	8,1	8,2
Total des dépenses	12,8	12,6	12,8	12,6	13,5	13,3	13,8	13,8	14,6	14,1

Ces dépenses atteignent 14,1 M\$ en 2009, soit un écart favorable de 0,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. En effet, les écarts suivants sont enregistrés :

- un écart favorable de 0,6 M\$ pour la collecte des matières secondaires (recyclage);
- un écart défavorable de 0,1 M\$ pour la collecte et le transport des déchets.

Globalement, la croissance de la génération de matières résiduelles a été sous les prévisions. Ceci s'explique par la période de faible récession subie en 2009. En effet, la croissance économique est un facteur important de la génération de matières résiduelles.

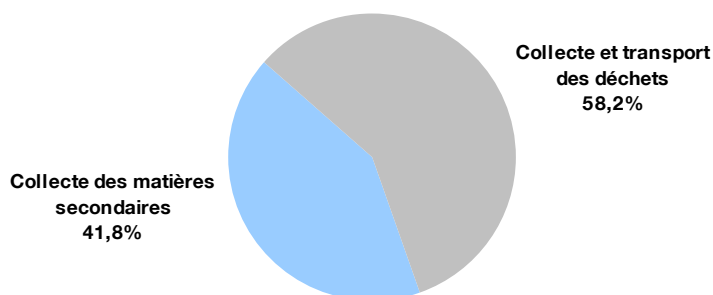
Graphique 15
Évolution des dépenses liées aux matières résiduelles
(en millions de dollars)



Par rapport à 2008, les dépenses liées aux matières résiduelles sont en hausse de 2,2 %. Cette augmentation est cependant moins importante que celle initialement prévue. La hausse de ces dépenses provient de la collecte et du transport des déchets.

Par ailleurs, la principale dépense liée aux matières résiduelles est la collecte et le transport des déchets. Depuis 2005, il en a toujours été ainsi.

Graphique 16
Composition des dépenses liées aux matières résiduelles
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)



7.9. Loisirs et culture

Les dépenses de loisirs et culture comprennent les bibliothèques, les arénas, les patinoires extérieures, les piscines et les programmes aquatiques.

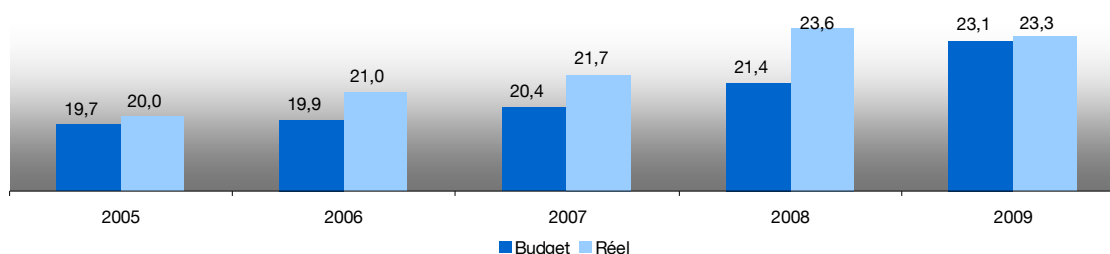
Tableau 36
Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Bibliothèques	11,9	11,9	12,0	13,0	12,7	13,8	13,0	14,5	13,8	13,9
Arénas	3,1	3,2	3,0	3,1	2,9	2,9	3,1	3,1	3,1	3,2
Patinoires extérieures	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3	1,3
Piscines	2,5	2,6	2,5	2,6	2,4	2,5	2,6	3,0	2,7	2,8
Programmes aquatiques	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,6	1,9	2,2	2,1
Total des dépenses	19,7	20,0	19,9	21,0	20,4	21,7	21,4	23,6	23,1	23,3

Ces dépenses atteignent 23,3 M\$ en 2009. Elles sont comparables aux prévisions budgétaires.

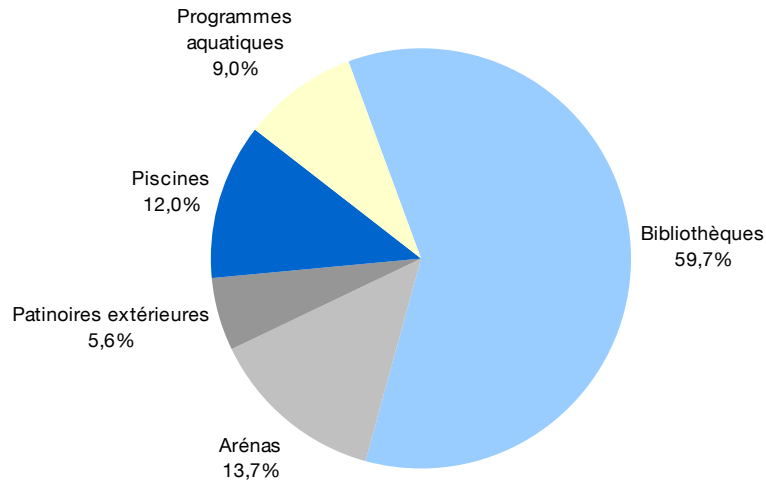
Les dépenses de 2009 sont sensiblement au même niveau que celles de 2008.

Graphique 17
Évolution des dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)



Par ailleurs, la majeure partie des dépenses consacrées aux loisirs et à la culture sont dédiées aux bibliothèques. Cette pondération des dépenses est comparable aux années antérieures.

Graphique 18
Composition des dépenses liées aux loisirs et à la culture
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
 (en millions de dollars)

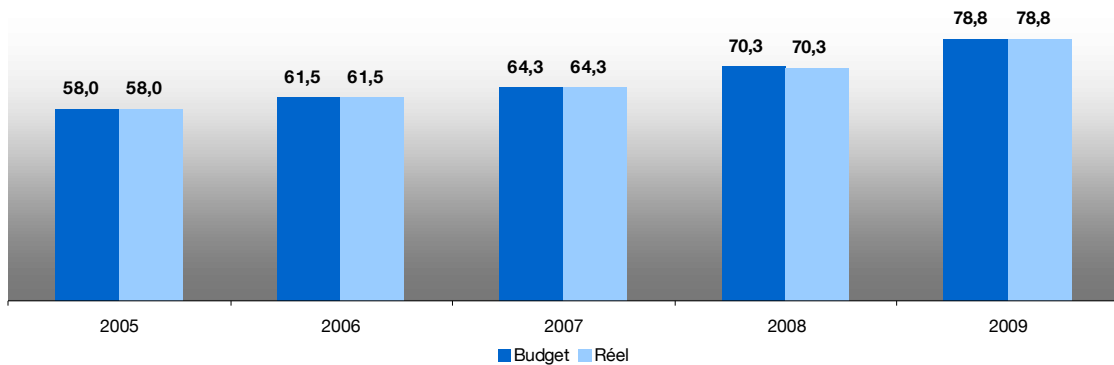


7.10. Transport en commun

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) a pour mission de permettre aux citoyens de mieux vivre la ville par un transport collectif de qualité, au meilleur coût pour la collectivité. Ce faisant, le RTC contribue à un environnement sain et à un aménagement urbain de qualité, tout en soutenant le développement économique, social et culturel de la région.

La contribution de la Ville au RTC se traduit par une quote-part qu'elle verse au RTC annuellement. Le transport en commun continue à se développer. En 2009, la contribution de la Ville au RTC a atteint 78,8 M\$, en augmentation de 12,2 % par rapport à 2008. Il s'agit de la plus forte hausse depuis 2005. Comme la Ville verse une quote-part préétablie au RTC, la dépense réelle est toujours conforme aux prévisions budgétaires.

Graphique 19
Évolution des dépenses liées au transport en commun
 (en millions de dollars)



7.11. Service de la dette nette

Le service de la dette nette comprend l'ensemble des sommes que la Ville de Québec est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant. À compter de 2006, le service de la dette nette exclut le service de la dette relatif aux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures.

Tableau 37
Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)

	2005		2006 ⁽¹⁾		2007		2008		2009	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Service de la dette brute	244,9	240,8	241,2	252,5	221,5	221,7	235,4	235,3	249,7	246,6
Revenus	(63,8)	(66,0)	(69,2)	(88,4)	(66,5)	(72,4)	(71,0)	(71,6)	(69,3)	(67,4)
Service de la dette nette	181,1	174,8	172,0	164,1	155,0	149,3	164,4	163,7	180,4	179,2

(1) À compter de 2006, le service de la dette exclut le service de la dette relatif aux deux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures.

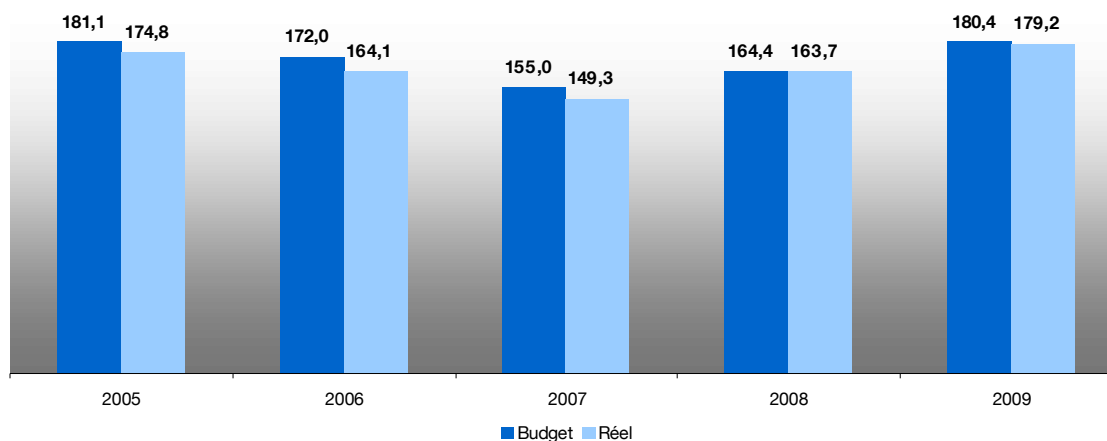
Le service de la dette nette atteint 179,2 M\$ en 2009, soit un écart favorable de 1,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. En effet, les écarts suivants sont enregistrés :

- un écart favorable de 3,1 M\$ pour le service de la dette brute;
- un écart défavorable de 1,9 M\$ pour les revenus.

L'écart favorable enregistré au service de la dette brute s'explique, en grande partie, par des économies sur les taux d'intérêt et les frais d'émission qui ont été moins élevés que prévu. Aussi, une partie du financement des nouveaux travaux prévus au PTI n'a pas été réalisée cette année.

D'autre part, le service de la dette brute étant inférieur aux prévisions budgétaires, il est normal que les revenus rattachés au service de la dette soient moindres que prévu.

Graphique 20
Évolution du service de la dette nette
(en millions de dollars)

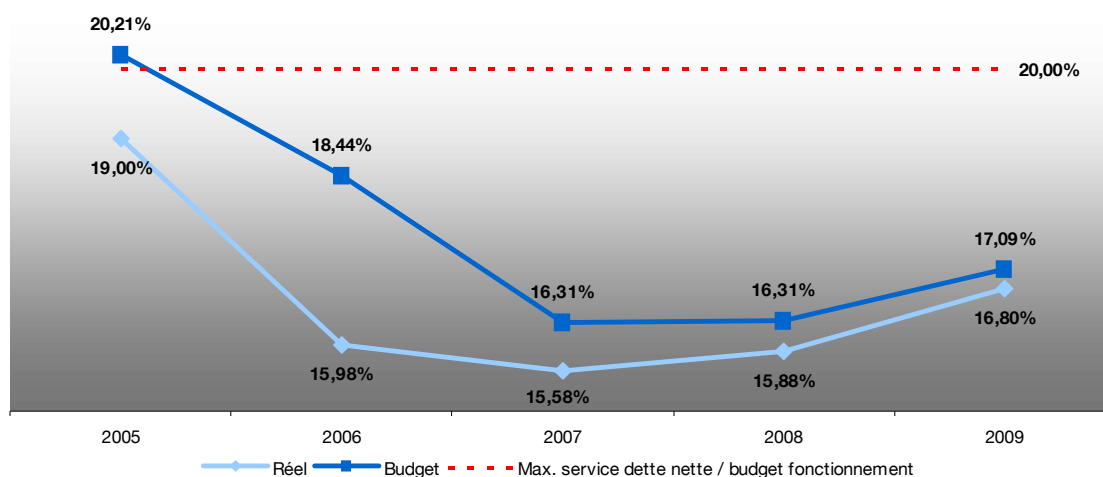


En juillet 2009, la Ville s'est dotée de politiques financières, dont une politique de gestion de la dette. La mise en place de cet outil s'avérait essentielle à une bonne et saine gestion financière de l'organisation. Cette politique vient notamment établir des cibles afin de limiter les emprunts à des niveaux acceptables. Une de celles-ci est à l'effet que l'organisation souhaite que le ratio du service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement ne dépasse pas 20 %.

Au plan budgétaire, il était prévu que le ratio du service de la dette nette par rapport au budget de fonctionnement atteigne 17,09 % en 2009. Finalement, il se chiffre à 16,80 %, soit un écart favorable de 0,29 %. Cet écart est attribuable à la fois au service de la dette nette qui est plus bas que prévu de 0,7 %, de même qu'aux dépenses de fonctionnement qui enregistrent un écart défavorable de 1,0 %.

Par rapport à 2008, ce ratio est en augmentation, ceci conséquemment à l'accélération dans la réalisation des travaux découlant des programmes triennaux d'immobilisations (PTI).

Graphique 21
Évolution du ratio du service de la dette nette
par rapport aux dépenses de fonctionnement



7.12. Investissements

Les projets d'investissement sont regroupés dans le programme triennal d'immobilisations (PTI) de la Ville. En effet, ce dernier regroupe les projets que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain.

En conséquence, les investissements sont une dépense effectuée en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation, ce qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'années.

Les investissements de la Ville sont classés sous huit catégories, soit des investissements en infrastructures, bâtiments, véhicules, ameublement et équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement divers, terrains, autres investissements et assises de rues et infrastructures.

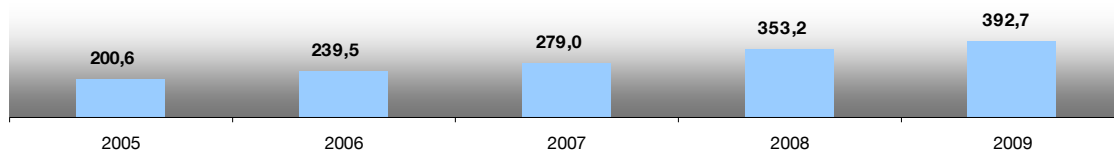
La réalisation des investissements ne peut pas être comparée aux différents PTI adoptés puisqu'il y a un décalage dans le temps entre l'adoption des PTI et la réalisation des projets qui y sont inscrits. En effet, la réalisation d'un projet peut s'étendre sur plusieurs années.

Tableau 38
Évolution des investissements
(en millions de dollars)

	2005	2006	2007	2008	2009
Infrastructures	98,7	144,5	190,5	225,5	271,9
Bâtiments	20,2	28,0	23,0	34,8	35,5
Véhicules	10,8	15,2	14,0	12,4	9,5
Ameublement et équipement bureau	6,9	6,0	7,8	10,3	14,3
Machinerie, outillage et équipement divers	1,1	4,2	5,5	8,8	4,2
Terrains	0,2	-	0,5	0,1	0,2
Autres	0,3	0,4	0,9	-	0,3
Sous-total des investissements	138,2	198,3	242,2	291,9	335,9
Assises de rues et infrastructures	62,4	41,2	36,8	61,3	56,8
Total des investissements	200,6	239,5	279,0	353,2	392,7

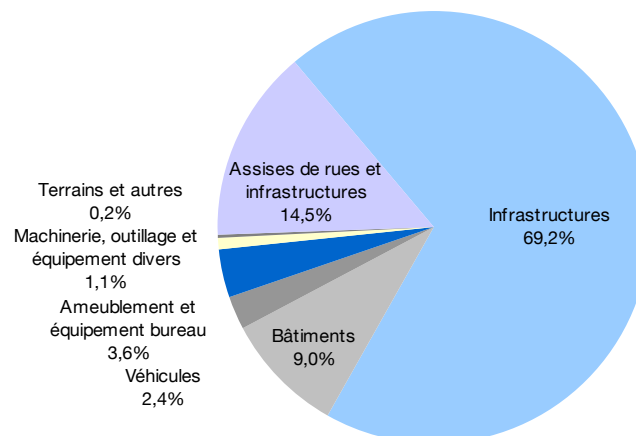
En 2009, les investissements atteignent 392,7 M\$, soit une progression de 11,2 % par rapport à 2008. Ceci, conséquemment à l'accélération dans la réalisation des travaux découlant des programmes triennaux d'immobilisations (PTI) et provenant notamment de la récupération du retard accumulé sur le plan de l'entretien et de la réfection des infrastructures de la Ville. Aussi, au cours de l'exercice, la Ville a comptabilisé les assises de rues et les infrastructures cédées à titre gratuit par des promoteurs depuis 2002. Ce redressement se reflète à l'item « assises de rues et infrastructures ».

Graphique 22
Évolution des investissements
(en millions de dollars)



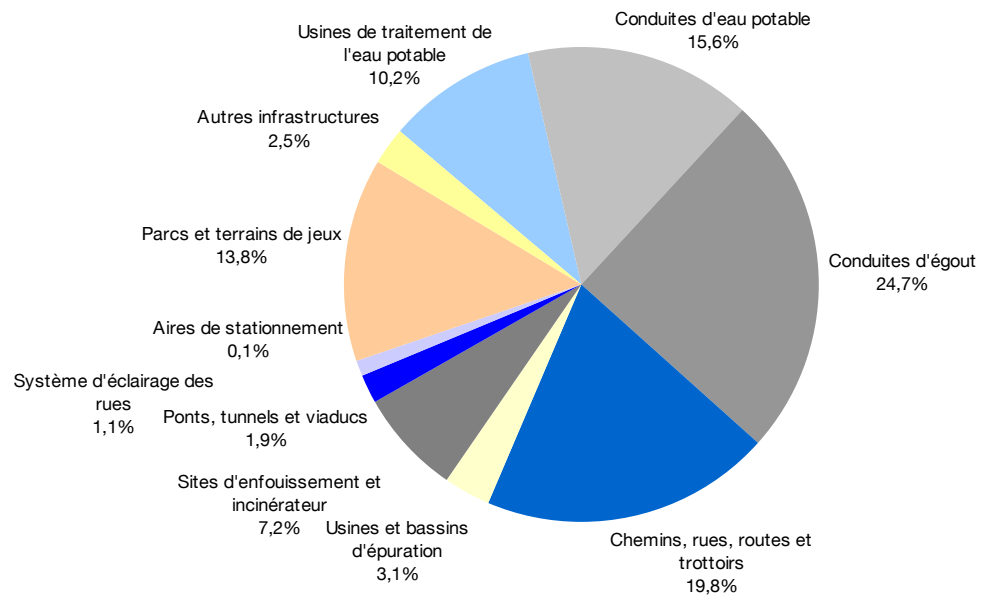
Par ailleurs, la majeure partie des investissements est consacrée aux infrastructures, ce qui était également le cas par les années passées.

Graphique 23
Composition des investissements
pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)



Aussi, en subdivisant la catégorie infrastructures, il appert que ces investissements vont majoritairement aux travaux de conduites d'égout, de chemins, rues, routes et trottoirs, de même qu'aux conduites d'eau potable.

Graphique 24
Composition des investissements
en infrastructures
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en millions de dollars)



7.13. Dette

La majorité des immobilisations de la Ville sont financées via l'emprunt à long terme. En conséquence, le portrait de la dette est directement influencé par la réalisation des différents projets inscrits aux PTI passés et présents.

La dette comprend les sommes dues à un ou plusieurs créanciers. La dette de la Ville n'inclut pas celle du RTC.

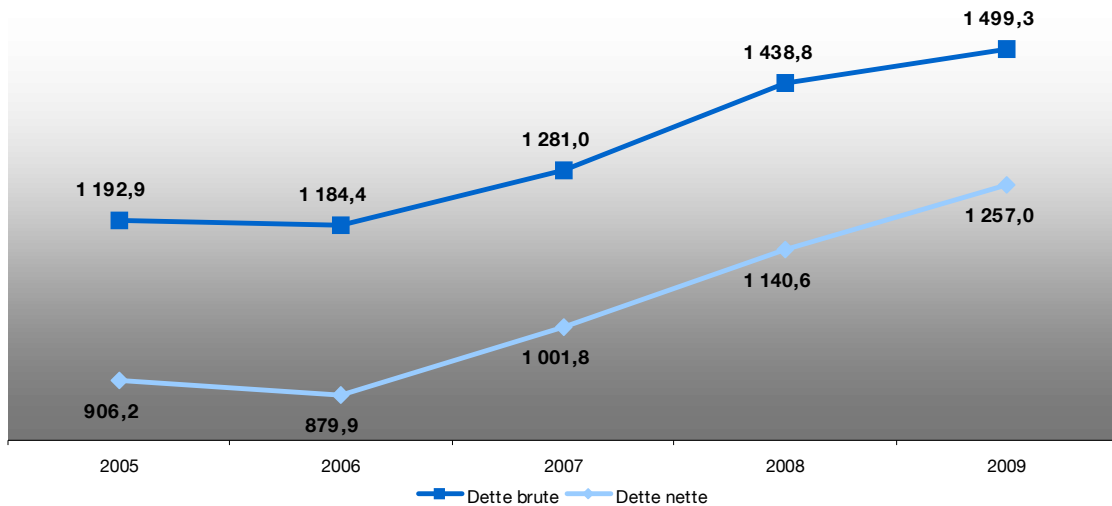
La dette nette comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemple : subventions du gouvernement, municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Le potentiel fiscal est la capacité, pour une ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamilial, bifamilial, multifamilial);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industries et commerces) qui est majorée d'un facteur pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

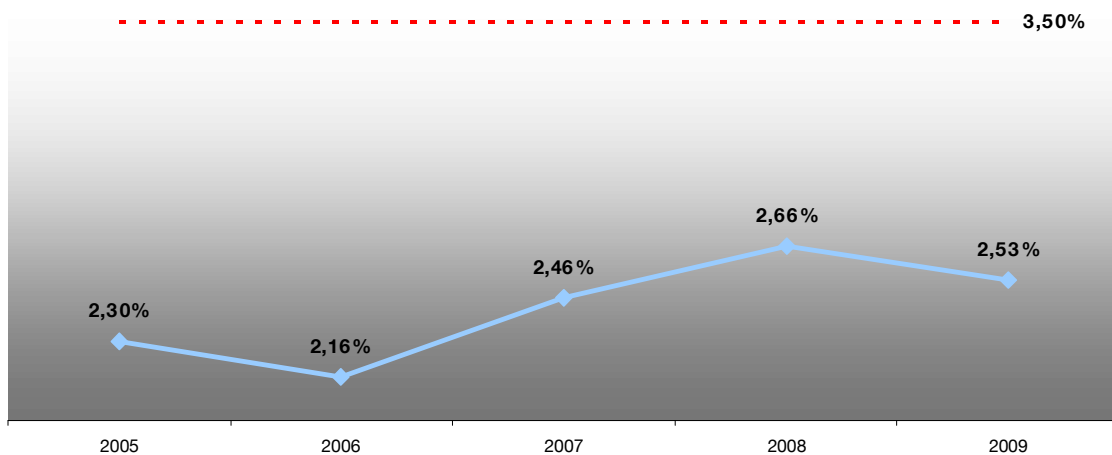
La dette nette se chiffre à 1 257,0 M\$ en 2009, en augmentation de 10,2 % par rapport à 2008. La hausse de la dette nette s'explique majoritairement par la réalisation des PTI adoptés et, conséquemment, par le financement de nouveaux travaux.

Graphique 25
Évolution de la dette
(en millions de dollars)



Une des pratiques adoptées, dans le cadre de la Politique de gestion de la dette, se veut à l'effet que le ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal ne devrait pas excéder 3,5 %. En effet, il est important que la dette nette n'augmente pas plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus. En 2009, ce ratio atteint 2,53 %.

Graphique 26
Évolution du ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal



8. Détail des résultats

8.1. Global

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (agglomération et proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	709 111 849	707 899 299	(1 212 550)	99,83%
Paiements tenant lieu de taxes	103 982 665	105 146 135	1 163 470	101,12%
Quotes-parts	28 447 267	22 449 273	(5 997 994)	78,92%
Autres revenus de sources locales	100 165 059	116 830 688	16 665 629	116,64%
Transferts	106 868 168	119 089 713	12 221 545	111,44%
Affectations	7 224 992	10 316 871	3 091 879	142,79%
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	1 055 800 000	1 081 731 979	25 931 979	102,46%
DÉPENSES				
Direction générale	27 991 996	27 887 346	104 650	99,63%
Direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	172 520 707	172 052 773	467 934	99,73%
Direction générale adjointe à la sécurité publique	104 570 425	107 793 787	(3 223 362)	103,08%
Direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	33 251 315	38 956 681	(5 705 366)	117,16%
Direction générale adjointe au développement durable	93 252 434	93 220 930	31 504	99,97%
Direction générale adjointe aux services de soutien	146 661 067	146 323 747	337 320	99,77%
Service de la dette	249 719 000	246 628 264	3 090 736	98,76%
Frais généraux	227 833 056	215 362 319	12 470 737	94,53%
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	1 055 800 000	1 048 225 847	7 574 153	99,28%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	-	33 506 132	33 506 132	N/A
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	6 454 559	6 454 559	N/A
Recouvrables - revenus	-	12 017 827	12 017 827	N/A
Projets autofinancés - dépenses	-	6 658 956	(6 658 956)	N/A
Recouvrables - dépenses	-	11 993 083	(11 993 083)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	(179 653)	(179 653)	N/A
SURPLUS DE L'EXERCICE	-	33 326 479		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des revenus
(agglomération et proximité)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	616 756 233	616 743 520	(12 713)	100,00%
Taxes sur une autre base (eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de dette)	92 355 616	91 155 779	(1 199 837)	98,70%
Total - taxes	709 111 849	707 899 299	(1 212 550)	99,83%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	87 078 680	87 874 306	795 626	100,91%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 783 506	15 405 690	622 184	104,21%
Organismes municipaux et OBNL	2 120 479	1 866 139	(254 340)	88,01%
Total - paiements tenant lieu de taxes	103 982 665	105 146 135	1 163 470	101,12%
QUOTES-PARTS				
Saint-Augustin-de-Desmaures	16 462 998	12 992 021	(3 470 977)	78,92%
L'Ancienne-Lorette	11 984 269	9 457 252	(2 527 017)	78,91%
Total - quotes-parts	28 447 267	22 449 273	(5 997 994)	78,92%
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES				
Services rendus aux organismes municipaux (administration générale, sécurité publique, transport, service de la dette, loisirs et culture)	10 336 875	10 938 816	601 941	105,82%
Autres services rendus (administration générale, sécurité publique, transport, hygiène du milieu, aménagement, urbanisme et développement, loisirs et culture)	37 560 936	37 279 298	(281 638)	99,25%
Autres revenus				
- Imposition de droits (carières et sablières, mutations et permis)	24 374 155	31 642 654	7 268 499	129,82%
- Amendes et pénalités	14 000 000	13 107 437	(892 563)	93,62%
- Intérêts (débiteurs et placements)	8 600 000	5 993 416	(2 606 584)	69,69%
- Produit de cession d'immobilisations	4 794 000	17 148 295	12 354 295	357,70%
- Autres revenus	499 093	720 772	221 679	144,42%
Total - autres revenus de sources locales	100 165 059	116 830 688	16 665 629	116,64%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (pacte fiscal - remboursement TVQ, péréquation, subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	38 704 816	50 105 324	11 400 508	129,46%
Transferts relatifs à des ententes et autres (matières résiduelles, développement économique et touristique, service de la dette)	68 163 352	68 984 389	821 037	101,20%
Total - transferts	106 868 168	119 089 713	12 221 545	111,44%
AFFECTATIONS				
Excédent de fonctionnement non affecté	-	-	-	N/A
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7 224 992	10 316 871	3 091 879	142,79%
Total - affectations	7 224 992	10 316 871	3 091 879	142,79%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	1 055 800 000	1 081 731 979	25 931 979	102,46%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	6 454 559	6 454 559	N/A
Recouvrables services rendus - revenus	-	12 017 827	12 017 827	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	18 472 386	18 472 386	N/A
TOTAL DES REVENUS	1 055 800 000	1 100 204 365	44 404 365	104,21%

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des dépenses
(agglomération et proximité)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE				
Conseil municipal	3 977 129	3 982 672	(5 543)	100,14%
Direction générale	1 911 035	2 125 879	(214 844)	111,24%
Planification et développement organisationnel	1 429 220	1 197 195	232 025	83,77%
Commissariat aux relations internationales	1 187 782	1 114 653	73 129	93,84%
Vérificateur général	1 283 000	1 159 640	123 360	90,39%
Bureau de l'ombudsman	196 331	189 747	6 584	96,65%
Ressources humaines	11 763 906	11 952 363	(188 457)	101,60%
Finances	5 863 471	5 767 456	96 015	98,36%
Commissariat aux incendies	380 122	397 741	(17 619)	104,64%
Total - direction générale	27 991 996	27 887 346	104 650	99,63%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA COORDINATION DES ARRONDISSEMENTS				
Arrondissement de La Cité	27 241 691	28 646 133	(1 404 442)	105,16%
Arrondissement des Rivières	22 519 806	22 636 542	(116 736)	100,52%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	26 163 106	26 274 332	(111 226)	100,43%
Arrondissement de Charlesbourg	20 789 981	20 376 954	413 027	98,01%
Arrondissement de Beauport	23 210 326	22 784 661	425 665	98,17%
Arrondissement de Limoilou	16 087 641	15 045 937	1 041 704	93,52%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	16 239 858	16 783 026	(543 168)	103,34%
Arrondissement Laurentien	20 268 298	19 505 188	763 110	96,23%
Total - direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	172 520 707	172 052 773	467 934	99,73%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	34 228 774	34 454 801	(226 027)	100,66%
Police	69 834 410	72 868 370	(3 033 960)	104,34%
Bureau de la sécurité civile	507 241	470 616	36 625	92,78%
Total - direction générale adjointe à la sécurité publique	104 570 425	107 793 787	(3 223 362)	103,08%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	15 015 273	16 305 798	(1 290 525)	108,59%
Loisirs, sports et vie communautaire	2 869 052	2 880 741	(11 689)	100,41%
Bureau du développement touristique et des grands événements	10 760 125	14 989 539	(4 229 414)	139,31%
Office du tourisme de Québec	4 606 865	4 780 603	(173 738)	103,77%
Total - direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	33 251 315	38 956 681	(5 705 366)	117,16%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	5 962 720	5 604 510	358 210	93,99%
Développement économique	14 127 283	14 176 035	(48 752)	100,35%
Environnement	11 241 290	11 413 646	(172 356)	101,53%
Travaux publics	51 545 537	51 983 287	(437 750)	100,85%
Ingénierie	10 375 604	10 043 452	332 152	96,80%
Total - direction générale adjointe au développement durable	93 252 434	93 220 930	31 504	99,97%

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AUX SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	727 638	535 510	192 128	73,60%
Affaires juridiques	6 918 484	5 203 401	1 715 083	75,21%
Communications	3 768 068	4 150 532	(382 464)	110,15%
Technologies de l'information et des télécommunications	20 245 331	21 087 696	(842 365)	104,16%
Évaluation	5 910 669	5 956 210	(45 541)	100,77%
Greffe et archives	9 011 207	8 020 171	991 036	89,00%
Approvisionnements	5 382 545	5 303 468	79 077	98,53%
Greffe de la cour municipale	3 745 061	3 650 999	94 062	97,49%
Gestion des immeubles	63 623 281	64 457 485	(834 204)	101,31%
Gestion des équipements motorisés	27 328 783	27 958 275	(629 492)	102,30%
Total - direction générale adjointe aux services de soutien	146 661 067	146 323 747	337 320	99,77%
SERVICE DE LA DETTE				
Remboursement de capital	159 865 002	159 899 427	(34 425)	100,02%
Frais de financement	77 008 787	73 056 819	3 951 968	94,87%
Affectations	12 845 211	13 672 018	(826 807)	106,44%
Total - service de la dette	249 719 000	246 628 264	3 090 736	98,76%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contributions de l'employeur	116 582 020	105 620 299	10 961 721	90,60%
Contributions organismes municipaux	89 570 205	88 932 943	637 262	99,29%
Contributions autres organismes	1 985 400	2 017 797	(32 397)	101,63%
Contingent	1 500 000	-	1 500 000	0,00%
Divers autres frais	14 695 431	13 323 631	1 371 800	90,67%
Paiement comptant des immobilisations	3 500 000	5 467 649	(1 967 649)	156,22%
Total - frais généraux	227 833 056	215 362 319	12 470 737	94,53%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	1 055 800 000	1 048 225 847	7 574 153	99,28%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés	-	6 658 956	(6 658 956)	N/A
Recouvrables	-	11 993 083	(11 993 083)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	18 652 039	(18 652 039)	N/A
TOTAL DES DÉPENSES	1 055 800 000	1 066 877 886	(11 077 886)	101,05%

8.2. Agglomération

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (agglomération)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	-	(322 092)	(322 092)	N/A
Paiements tenant lieu de taxes	-	137 060	137 060	N/A
Quotes-parts	486 078 653	453 313 257	(32 765 396)	93,26%
Autres revenus de sources locales	32 265 281	29 829 593	(2 435 688)	92,45%
Transferts	67 932 939	61 109 571	(6 823 368)	89,96%
Affectations	1 733 876	5 007 704	3 273 828	288,82%
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	588 010 749	549 075 093	(38 935 656)	93,38%
DÉPENSES				
Direction générale	13 582 583	12 540 910	1 041 673	92,33%
Direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	25 678 062	16 200 349	9 477 713	63,09%
Direction générale adjointe à la sécurité publique	104 526 582	107 792 922	(3 266 340)	103,12%
Direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	13 873 750	10 830 806	3 042 944	78,07%
Direction générale adjointe au développement durable	71 423 329	70 864 658	558 671	99,22%
Direction générale adjointe aux services de soutien	78 051 099	72 100 655	5 950 444	92,38%
Service de la dette	120 947 316	93 541 681	27 405 635	77,34%
Frais généraux	159 928 028	148 042 220	11 885 808	92,57%
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	588 010 749	531 914 201	56 096 548	90,46%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	-	17 160 892	17 160 892	N/A
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	1 945 861	1 945 861	N/A
Recouvrables - revenus	-	6 103 169	6 103 169	N/A
Projets autofinancés - dépenses	-	1 636 957	(1 636 957)	N/A
Recouvrables - dépenses	-	5 854 173	(5 854 173)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	557 900	557 900	N/A
SURPLUS DE L'EXERCICE	-	17 718 792		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des revenus
(agglomération)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	-	(86 869)	(86 869)	N/A
Taxes sur une autre base (eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles)	-	(235 223)	(235 223)	N/A
Total - taxes	-	(322 092)	(322 092)	N/A
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	-	18 927	18 927	N/A
Gouvernement du Canada et ses entreprises	-	105 348	105 348	N/A
Organismes municipaux et OBNL	-	12 785	12 785	N/A
Total - paiements tenant lieu de taxes	-	137 060	137 060	N/A
QUOTES-PARTS				
Québec	457 631 386	430 863 984	(26 767 402)	94,15%
Saint-Augustin-de-Desmaures	16 462 998	12 992 021	(3 470 977)	78,92%
L'Ancienne-Lorette	11 984 269	9 457 252	(2 527 017)	78,91%
Total - quotes-parts	486 078 653	453 313 257	(32 765 396)	93,26%
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES				
Services rendus aux organismes municipaux (sécurité publique, hygiène du milieu, service de la dette)	5 526 702	5 604 992	78 290	101,42%
Autres services rendus (administration générale, sécurité publique, transport, hygiène du milieu, aménagement, urbanisme et développement, loisirs et culture)	19 059 702	17 555 158	(1 504 544)	92,11%
Autres revenus				
- Imposition de droits (permis)	69 614	63 987	(5 627)	91,92%
- Amendes et pénalités	3 724 000	5 176 420	1 452 420	139,00%
- Intérêts (débiteurs et placements)	3 819 940	1 306 239	(2 513 701)	34,20%
- Produit de cession d'immobilisations				
- Autres revenus	65 323	122 797	57 474	187,98%
Total - autres revenus de sources locales	32 265 281	29 829 593	(2 435 688)	92,45%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (pacte fiscal - remboursement TVQ)	8 668 280	6 703 015	(1 965 265)	77,33%
Transferts relatifs à des ententes et autres (matières résiduelles, développement économique et touristique, service de la dette)	59 264 659	54 406 556	(4 858 103)	91,80%
Total - transferts	67 932 939	61 109 571	(6 823 368)	89,96%
AFFECTATIONS				
Excédent de fonctionnement non affecté	-	-	-	N/A
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 733 876	5 007 704	3 273 828	288,82%
Total - affectations	1 733 876	5 007 704	3 273 828	288,82%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	588 010 749	549 075 093	(38 935 656)	93,38%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	1 945 861	1 945 861	N/A
Recouvrables services rendus - revenus	-	6 103 169	6 103 169	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	8 049 030	8 049 030	N/A
TOTAL DES REVENUS	588 010 749	557 124 123	(30 886 626)	94,75%

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des dépenses
(agglomération)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE				
Conseil municipal	-	-	-	N/A
Direction générale	1 064 446	1 090 576	(26 130)	102,45%
Planification et développement organisationnel	796 076	614 161	181 915	77,15%
Commissariat aux relations internationales	699 503	658 331	41 172	94,11%
Vérificateur général	714 631	594 895	119 736	83,25%
Bureau de l'ombudsman	109 356	97 340	12 016	89,01%
Ressources humaines	6 552 496	6 129 161	423 335	93,54%
Finances	3 265 953	2 958 705	307 248	90,59%
Commissariat aux incendies	380 122	397 741	(17 619)	104,64%
Total - direction générale	13 582 583	12 540 910	1 041 673	92,33%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA COORDINATION DES ARRONDISSEMENTS				
Arrondissement de La Cité	4 239 569	2 875 131	1 364 438	67,82%
Arrondissement des Rivières	3 453 679	2 165 646	1 288 033	62,71%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	4 351 207	2 505 164	1 846 043	57,57%
Arrondissement de Charlesbourg	2 609 992	1 550 469	1 059 523	59,41%
Arrondissement de Beauport	3 259 479	1 849 291	1 410 188	56,74%
Arrondissement de Limoïlou	2 660 218	1 783 168	877 050	67,03%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	2 346 368	1 529 427	816 941	65,18%
Arrondissement Laurentien	2 757 550	1 942 053	815 497	70,43%
Total - direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	25 678 062	16 200 349	9 477 713	63,09%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	34 228 774	34 454 801	(226 027)	100,66%
Police	69 790 567	72 867 505	(3 076 938)	104,41%
Bureau de la sécurité civile	507 241	470 616	36 625	92,78%
Total - direction générale adjointe à la sécurité publique	104 526 582	107 792 922	(3 266 340)	103,12%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	6 866 208	3 495 994	3 370 214	50,92%
Loisirs, sports et vie communautaire	730 552	857 744	(127 192)	117,41%
Bureau du développement touristique et des grands événements	1 670 125	1 696 465	(26 340)	101,58%
Office du tourisme de Québec	4 606 865	4 780 603	(173 738)	103,77%
Total - direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	13 873 750	10 830 806	3 042 944	78,07%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	325 188	190 507	134 681	58,58%
Développement économique	13 130 210	13 125 018	5 192	99,96%
Environnement	4 652 371	4 671 027	(18 656)	100,40%
Travaux publics	49 206 821	49 628 151	(421 330)	100,86%
Ingénierie	4 108 739	3 249 955	858 784	79,10%
Total - direction générale adjointe au développement durable	71 423 329	70 864 658	558 671	99,22%

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AUX SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	405 294	274 717	130 577	67,78%
Affaires juridiques	3 853 596	2 669 345	1 184 251	69,27%
Communications	2 098 814	1 911 191	187 623	91,06%
Technologies de l'information et des télécommunications	11 276 649	10 817 988	458 661	95,93%
Évaluation	5 910 669	5 956 210	(45 541)	100,77%
Greffe et archives	1 367 074	1 239 458	127 616	90,67%
Approvisionnements	2 998 078	2 720 679	277 399	90,75%
Greffe de la cour municipale	3 745 061	3 650 999	94 062	97,49%
Gestion des immeubles	29 397 361	26 532 681	2 864 680	90,26%
Gestion des équipements motorisés	16 998 503	16 327 387	671 116	96,05%
Total - direction générale adjointe aux services de soutien	78 051 099	72 100 655	5 950 444	92,38%
SERVICE DE LA DETTE				
Remboursement de capital	67 209 560	51 505 405	15 704 155	76,63%
Frais de financement	42 147 934	31 084 396	11 063 538	73,75%
Affectations	11 589 822	10 951 880	637 942	94,50%
Total - service de la dette	120 947 316	93 541 681	27 405 635	77,34%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contributions de l'employeur	63 949 526	56 056 061	7 893 465	87,66%
Contributions organismes municipaux	87 657 000	86 949 738	707 262	99,19%
Contributions autres organismes	-	-	-	N/A
Contingent	300 000	-	300 000	0,00%
Divers autres frais	7 151 502	4 341 737	2 809 765	60,71%
Paiement comptant des immobilisations	870 000	694 684	175 316	79,85%
Total - frais généraux	159 928 028	148 042 220	11 885 808	92,57%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	588 010 749	531 914 201	56 096 548	90,46%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés	-	1 636 957	(1 636 957)	N/A
Recouvrables	-	5 854 173	(5 854 173)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	7 491 130	(7 491 130)	N/A
TOTAL DES DÉPENSES	588 010 749	539 405 331	48 605 418	91,73%

8.3. Proximité

Sommaire des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (proximité)

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	709 111 849	708 221 391	(890 458)	99,87%
Paiements tenant lieu de taxes	103 982 665	105 009 075	1 026 410	100,99%
Quotes-parts	(457 631 386)	(430 863 984)	26 767 402	94,15%
Autres revenus de sources locales	67 899 778	87 001 095	19 101 317	128,13%
Transferts	38 935 229	57 980 142	19 044 913	148,91%
Affectations	5 491 116	5 309 167	(181 949)	96,69%
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	467 789 251	532 656 886	64 867 635	113,87%
DÉPENSES				
Direction générale	14 409 413	15 346 436	(937 023)	106,50%
Direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	146 842 645	155 852 424	(9 009 779)	106,14%
Direction générale adjointe à la sécurité publique	43 843	865	42 978	1,97%
Direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	19 377 565	28 125 875	(8 748 310)	145,15%
Direction générale adjointe au développement durable	21 829 105	22 356 272	(527 167)	102,41%
Direction générale adjointe aux services de soutien	68 609 968	74 223 092	(5 613 124)	108,18%
Service de la dette	128 771 684	153 086 583	(24 314 899)	118,88%
Frais généraux	67 905 028	67 320 099	584 929	99,14%
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	467 789 251	516 311 646	(48 522 395)	110,37%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	-	16 345 240	16 345 240	N/A
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	4 508 698	4 508 698	N/A
Recouvrables services rendus - revenus	-	5 914 658	5 914 658	N/A
Projets autofinancés - dépenses	-	5 021 999	(5 021 999)	N/A
Recouvrables - dépenses	-	6 138 910	(6 138 910)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	(737 553)	(737 553)	N/A
SURPLUS DE L'EXERCICE	-	15 607 687		

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des revenus
(proximité)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	616 756 233	616 830 389	74 156	100,01%
Taxes sur une autre base (eau, égouts, traitement des eaux usées, matières résiduelles, service de dette)	92 355 616	91 391 002	(964 614)	98,96%
Total - taxes	709 111 849	708 221 391	(890 458)	99,87%
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec et immeubles des réseaux	87 078 680	87 855 379	776 699	100,89%
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 783 506	15 300 342	516 836	103,50%
Organismes municipaux et OBNL	2 120 479	1 853 354	(267 125)	87,40%
Total - paiements tenant lieu de taxes	103 982 665	105 009 075	1 026 410	100,99%
QUOTES-PARTS				
Québec	(457 631 386)	(430 863 984)	26 767 402	94,15%
Saint-Augustin-de-Desmaures	-	-	-	N/A
L'Ancienne-Lorette	-	-	-	N/A
Total - quotes-parts	(457 631 386)	(430 863 984)	26 767 402	94,15%
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES				
Services rendus aux organismes municipaux (administration générale, transport, service de la dette, loisirs et culture)	4 810 173	5 333 824	523 651	110,89%
Autres services rendus (administration généraux, sécurité publique, transport, hygiène du milieu, aménagement, urbanisme et développement, loisirs et culture)	18 501 234	19 724 140	1 222 906	106,61%
Autres revenus				
- Imposition de droits (carrières et sablières, mutations et permis)	24 304 541	31 578 667	7 274 126	129,93%
- Amendes et pénalités	10 276 000	7 931 017	(2 344 983)	77,18%
- Intérêts (débiteurs et placements)	4 780 060	4 687 177	(92 883)	98,06%
- Produit de cession d'immobilisations	4 794 000	17 148 295	12 354 295	357,70%
- Autres revenus	433 770	597 975	164 205	137,86%
Total - autres revenus de sources locales	67 899 778	87 001 095	19 101 317	128,13%
TRANSFERTS				
Transferts de droits (pacte fiscal - remboursement TVQ, péréquation, subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	30 036 536	43 402 309	13 365 773	144,50%
Transferts relatifs à des ententes et autres (matières résiduelles, service de la dette)	8 898 693	14 577 833	5 679 140	163,82%
Total - transferts	38 935 229	57 980 142	19 044 913	148,91%
AFFECTATIONS				
Excédent de fonctionnement non affecté	-	-	-	N/A
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	5 491 116	5 309 167	(181 949)	96,69%
Total - affectations	5 491 116	5 309 167	(181 949)	96,69%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	467 789 251	532 656 886	64 867 635	113,87%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	-	4 508 698	4 508 698	N/A
Recouvrables services rendus - revenus	-	5 914 658	5 914 658	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	10 423 356	10 423 356	N/A
TOTAL DES REVENUS	467 789 251	543 080 242	75 290 991	116,10%

**Sommaire des résultats
de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Détail des dépenses
(proximité)**

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE				
Conseil municipal	3 977 129	3 982 672	(5 543)	100,14%
Direction générale	846 589	1 035 303	(188 714)	122,29%
Planification et développement organisationnel	633 144	583 034	50 110	92,09%
Commissariat aux relations internationales	488 279	456 322	31 957	93,46%
Vérificateur général	568 369	564 745	3 624	99,36%
Bureau de l'ombudsman	86 975	92 407	(5 432)	106,25%
Ressources humaines	5 211 410	5 823 202	(611 792)	111,74%
Finances	2 597 518	2 808 751	(211 233)	108,13%
Commissariat aux incendies	-	-	-	N/A
Total - direction générale	14 409 413	15 346 436	(937 023)	106,50%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA COORDINATION DES ARRONDISSEMENTS				
Arrondissement de La Cité	23 002 122	25 771 002	(2 768 880)	112,04%
Arrondissement des Rivières	19 066 127	20 470 896	(1 404 769)	107,37%
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	21 811 899	23 769 168	(1 957 269)	108,97%
Arrondissement de Charlesbourg	18 179 989	18 826 485	(646 496)	103,56%
Arrondissement de Beauport	19 950 847	20 935 370	(984 523)	104,93%
Arrondissement de Limoilou	13 427 423	13 262 769	164 654	98,77%
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	13 893 490	15 253 599	(1 360 109)	109,79%
Arrondissement Laurentien	17 510 748	17 563 135	(52 387)	100,30%
Total - direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	146 842 645	155 852 424	(9 009 779)	106,14%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	-	-	-	N/A
Police	43 843	865	42 978	1,97%
Bureau de la sécurité civile	-	-	-	N/A
Total - direction générale adjointe à la sécurité publique	43 843	865	42 978	1,97%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	8 149 065	12 809 804	(4 660 739)	157,19%
Loisirs, sports et vie communautaire	2 138 500	2 022 997	115 503	94,60%
Bureau du développement touristique et des grands événements	9 090 000	13 293 074	(4 203 074)	146,24%
Office du tourisme de Québec	-	-	-	N/A
Total - direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	19 377 565	28 125 875	(8 748 310)	145,15%
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	5 637 532	5 414 003	223 529	96,03%
Développement économique	997 073	1 051 017	(53 944)	105,41%
Environnement	6 588 919	6 742 619	(153 700)	102,33%
Travaux publics	2 338 716	2 355 136	(16 420)	100,70%
Ingénierie	6 266 865	6 793 497	(526 632)	108,40%
Total - direction générale adjointe au développement durable	21 829 105	22 356 272	(527 167)	102,41%

	Budget original	Réel	Écart (défavorable)	% Réalisé
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AUX SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	322 344	260 793	61 551	80,91%
Affaires juridiques	3 064 888	2 534 056	530 832	82,68%
Communications	1 669 254	2 239 341	(570 087)	134,15%
Technologies de l'information et des télécommunications	8 968 682	10 269 708	(1 301 026)	114,51%
Évaluation	-	-	-	N/A
Greffe et archives	7 644 133	6 780 713	863 420	88,70%
Approvisionnements	2 384 467	2 582 789	(198 322)	108,32%
Greffe de la cour municipale	-	-	-	N/A
Gestion des immeubles	34 225 920	37 924 804	(3 698 884)	110,81%
Gestion des équipements motorisés	10 330 280	11 630 888	(1 300 608)	112,59%
Total - direction générale adjointe aux services de soutien	68 609 968	74 223 092	(5 613 124)	108,18%
SERVICE DE LA DETTE				
Remboursement de capital	92 655 442	108 394 022	(15 738 580)	116,99%
Frais de financement	34 860 853	41 972 423	(7 111 570)	120,40%
Affectations	1 255 389	2 720 138	(1 464 749)	216,68%
Total - service de la dette	128 771 684	153 086 583	(24 314 899)	118,88%
FRAIS GÉNÉRAUX				
Contributions de l'employeur	52 632 494	49 564 238	3 068 256	94,17%
Contributions organismes municipaux	1 913 205	1 983 205	(70 000)	103,66%
Contributions autres organismes	1 985 400	2 017 797	(32 397)	101,63%
Contingent	1 200 000	-	1 200 000	0,00%
Divers autres frais	7 543 929	8 981 894	(1 437 965)	119,06%
Paiement comptant des immobilisations	2 630 000	4 772 965	(2 142 965)	181,48%
Total - frais généraux	67 905 028	67 320 099	584 929	99,14%
TOTAL DES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	467 789 251	516 311 646	(48 522 395)	110,37%
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés	-	5 021 999	(5 021 999)	N/A
Recouvrables	-	6 138 910	(6 138 910)	N/A
Total - éléments extrabudgétaires	-	11 160 909	(11 160 909)	N/A
TOTAL DES DÉPENSES	467 789 251	527 472 555	(59 683 304)	112,76%

8.4. Comparatif résultats globaux et projections de la 2^e révision budgétaire

Sommaire des résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (agglomération et proximité)

	Budget original	Projections de la 2 ^e révision	Réel au 31-12-2009
REVENUS			
Taxes	709 111 849	708 634 000	707 899 299
Paiements tenant lieu de taxes	103 982 665	103 816 000	105 146 135
Quotes-parts	28 447 267	23 773 000	22 449 273
Autres revenus de sources locales	100 165 059	106 579 000	116 830 688
Transferts	106 868 168	120 386 000	119 089 713
Affectations	7 224 992	6 055 000	10 316 871
Total - revenus avant les éléments extrabudgétaires	1 055 800 000	1 069 243 000	1 081 731 979
DÉPENSES			
Direction générale	27 991 996	29 902 672	27 887 346
Direction générale adjointe à la coordination des arrondissements	172 520 707	175 723 629	172 052 773
Direction générale adjointe à la sécurité publique	104 570 425	107 717 551	107 793 787
Direction générale adjointe au développement culturel, touristique, sportif et social	33 251 315	39 354 344	38 956 681
Direction générale adjointe au développement durable	93 252 434	95 809 306	93 220 930
Direction générale adjointe aux services de soutien	146 661 067	151 453 775	146 323 747
Service de la dette	249 719 000	248 536 969	246 628 264
Frais généraux	227 833 056	219 699 573	215 362 319
Total - dépenses avant les éléments extrabudgétaires	1 055 800 000	1 068 197 819	1 048 225 847
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	-	1 045 181	33 506 132
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES			
Projets autofinancés - revenus	-	-	6 454 559
Recouvrables - revenus	-	-	12 017 827
Projets autofinancés - dépenses	-	-	6 658 956
Recouvrables - dépenses	-	-	11 993 083
Total - éléments extrabudgétaires	-	-	(179 653)
Réallocation budgétaire estimée		4 000 000	
SURPLUS	-	5 045 181	33 326 479

Conciliation du surplus annoncé à la 2^e révision budgétaire avec le surplus au 31 décembre 2009

	Projections de la 2 ^e révision	Ajustements	Réal au 31-12-2009
REVENUS			
Projection des revenus présentée à la 2 ^e révision	1 069 243 000		
Ajustements par rapport à la projection :			
Quotes-parts		- 1,3 M\$	
Ajustement relatif aux dépenses 100% agglo			
Imposition de droits		+ 6,4 M\$	
Carrières et sablières + 1,4 M\$			
Droits sur mutations + 3,7 M\$			
Permis divers + 1,3 M\$			
Transferts de droits (subventions)		+ 2,8 M\$	
Subventions matières résiduelles + 2,8 M\$			
Affectations réserves financières et fonds réservés		+ 4,2 M\$	
Transfert exploitation centre de tri + 1,5 M\$			
Affectations du surplus des anciennes villes + 1,5 M\$			
Autres + 1,2 M\$			
Total revenus avant les éléments extrabudgétaires au 31-12-2009			1 081 731 979
DÉPENSES			
Projection des dépenses présentée à la 2 ^e révision	1 068 197 819		
Réallocation budgétaire présentée à la 2 ^e révision	(4 000 000)		
Ajustements par rapport à la projection :			
Retour de deux provisions -règlement des dossiers		- 3,8 M\$	
Équité - 1,9 M\$			
CSST - 1,9 M\$			
Économie sur dépenses électorales		- 0,7 M\$	
Non prévisible à la 2 ^e révision			
Économie dans les services et arrondissements		- 9,0 M\$	
Inclut réallocation budgétaire			
Contributions et autres frais		- 0,6 M\$	
Économie sur taux d'intérêt et frais d'émission		- 1,9 M\$	
2 nouvelles émissions depuis août 2009			
Total dépenses avant les éléments extrabudgétaires au 31-12-2009			1 048 225 847
Écart des revenus sur les dépenses avant les éléments extrabudgétaires	<u>5 045 181</u>		<u>33 506 132</u>
Total éléments extrabudgétaires			(179 653)
SURPLUS			<u>33 326 479</u>

8.5. Analyse de la rémunération

Par secteurs d'activités

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Services administratifs	18 861 040	18 742 278	118 762	1 999 032	2 064 450	(65 418)	96 900	83 408	13 492
Conseil municipal	2 968 236	3 037 991	(69 755)	539 728	542 035	(2 307)	-	-	-
Direction générale	1 388 629	1 524 726	(136 097)	228 590	166 433	62 157	4 850	7 048	(2 198)
Planification et développement organisationnel	672 020	690 864	(18 844)	111 468	99 186	12 282	-	-	-
Commissariat aux relations internationales	606 185	500 389	105 796	122 592	202 566	(79 974)	6 015	12 552	(6 537)
Vérificateur général	306 075	325 093	(19 018)	-	-	-	4 000	577	3 423
Bureau de l'ombudsman	142 889	151 400	(8 511)	7 767	-	7 767	-	-	-
Ressources humaines	7 402 500	7 236 818	165 682	838 787	846 270	(7 483)	48 110	37 492	10 618
Finances	5 197 183	5 082 761	114 422	57 094	112 357	(55 263)	7 185	5 686	1 499
Commissariat aux incendies	177 323	192 236	(14 913)	93 006	95 603	(2 597)	26 740	20 053	6 687
Services de proximité	61 337 426	58 697 830	2 639 596	17 094 099	21 762 300	(4 668 201)	2 955 593	4 189 037	(1 233 444)
Arrondissement de La Cité	8 637 990	8 832 325	(194 335)	3 050 808	3 664 012	(613 204)	459 323	856 018	(396 695)
Arrondissement des Rivières	8 624 847	8 133 555	491 292	1 450 903	1 948 517	(497 614)	227 811	369 884	(142 073)
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	9 869 795	9 612 497	257 298	3 191 865	4 117 497	(925 632)	591 292	865 201	(273 909)
Arrondissement de Charlesbourg	7 042 249	6 831 758	210 491	1 387 462	1 982 031	(594 569)	463 539	562 681	(99 142)
Arrondissement de Beauport	7 488 840	7 308 757	180 083	2 019 956	2 470 960	(451 004)	456 136	494 150	(38 014)
Arrondissement de Limoilou	5 905 869	4 615 687	1 290 182	733 772	1 393 842	(660 070)	177 796	239 067	(61 271)
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	6 570 776	6 721 337	(150 561)	2 122 914	2 504 111	(381 197)	262 330	430 489	(168 159)
Arrondissement Laurentien	7 197 060	6 641 914	555 146	3 136 419	3 681 330	(544 911)	317 366	371 547	(54 181)
Services de soutien	57 723 257	56 342 423	1 479 490	3 376 470	8 463 868	(5 249 048)	999 107	1 351 828	(354 437)
Soutien à la gestion du service à la clientèle	174 489	273 145	(98 656)	371 800	210 150	161 650	4 600	2 884	1 716
Affaires juridiques	4 178 769	3 924 638	254 131	172 820	411 505	(238 685)	1 600	9 288	(7 688)
Communications	2 124 053	1 874 069	249 984	110 345	323 932	(213 587)	4 000	6 131	(2 131)
Technologies de l'information et des télécommunications	11 681 771	11 384 285	297 486	120 075	447 503	(327 428)	147 686	299 589	(151 903)
Évaluation	4 209 127	4 164 114	45 013	570 639	918 697	(348 058)	39 850	165 227	(125 377)
Greffe et archives	1 928 585	1 970 792	(42 207)	765 246	2 687 652	(1 922 406)	8 415	43 809	(35 394)
Approvisionnements	3 800 895	3 611 629	189 266	259 951	412 220	(152 269)	39 249	20 828	18 421
Greffe de la cour municipale	2 585 622	2 643 006	(57 384)	112 673	83 314	29 359	29 426	31 211	(1 785)
Gestion des immeubles	18 252 445	17 921 168	331 277	844 174	2 255 129	(1 410 955)	322 920	450 522	(127 602)
Gestion des équipements motorisés	8 787 501	8 575 577	211 924	48 747	713 766	(665 019)	401 361	322 339	79 022

Service	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Développement culturel, touristique, sportif et social	4 643 923	4 887 676	(243 753)	963 681	937 691	25 990	54 680	75 991	(21 311)
Culture	1 057 240	1 143 869	(86 629)	553 824	137 850	415 974	-	(1)	1
Loisirs, sports et vie communautaire	880 705	910 832	(30 127)	32 037	76 732	(44 695)	4 650	1 190	3 460
Bureau du développement touristique et des grands événements	288 723	366 022	(77 299)	124 303	162 904	(38 601)	-	7 733	(7 733)
Office du tourisme de Québec	2 417 255	2 466 953	(49 698)	253 517	560 205	(306 688)	50 030	67 069	(17 039)
Développement durable	29 536 867	28 216 216	1 320 651	3 175 225	5 114 401	(1 939 176)	339 517	765 534	(426 017)
Aménagement du territoire	4 476 845	4 447 953	28 892	216 625	396 680	(180 055)	6 350	40 762	(34 412)
Développement économique	2 539 215	2 697 267	(158 052)	148 077	101 117	46 960	15 000	7 992	7 008
Environnement	3 657 407	3 569 553	87 854	1 044 811	1 334 276	(289 465)	22 657	26 413	(3 756)
Travaux publics	9 326 378	9 649 088	(322 710)	1 687 890	2 052 446	(364 556)	245 338	632 911	(387 573)
Ingénierie	9 537 022	7 852 355	1 684 667	77 822	1 229 882	(1 152 060)	50 172	57 456	(7 284)
Sécurité publique	87 432 115	82 996 187	4 435 928	1 670 210	5 949 720	(4 279 510)	5 667 618	9 330 963	(3 663 345)
Protection contre l'incendie	29 006 808	28 678 514	328 294	518 257	601 482	(83 225)	2 243 348	2 895 210	(651 862)
Police	58 056 431	53 981 280	4 075 151	1 151 953	5 348 238	(4 196 285)	3 424 270	6 433 509	(3 009 239)
Sécurité civile	368 876	336 393	32 483	-	-	-	-	2 244	(2 244)
Frais généraux	12 580 246	6 090 633	6 489 613	-	(1 513 495)	1 513 495	-	650	(650)
Frais généraux - divers (pensions, rentes, paiements d'invalidité,...)	1 428 246	566 216	862 030	-	-	-	-	650	(650)
Autres frais éventuels (équité, progression salariale,...)	11 152 000	5 524 417	5 627 583	-	(1 513 495)	1 513 495	-	-	-
Primes	4 257 363	4 563 224	(305 861)	-	-	-	-	-	-
Dépenses recouvrables et projets autofinancés	-	2 132 271	(2 132 271)	-	1 112 451	(1 112 451)	-	501 249	(501 249)
Total	276 372 237	262 668 738	13 703 499	28 278 717	43 891 386	(15 612 669)	10 113 415	16 298 660	(6 185 245)

Analyse sommaire	Budget original	Réel	Écart
Total de la rémunération du fonds d'opération	314 764 369	322 858 784	(8 094 415)
Contributions de l'employeur	116 582 020	106 385 189	10 196 831
Masse salariale	431 346 389	429 243 973	2 102 416

Analyse de la rémunération selon les arrondissements

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de La Cité	8 637 990	8 832 325	(194 335)	3 050 808	3 664 012	(613 204)	459 323	856 018	(396 695)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	994 243	910 217	84 026	73 519	123 229	(49 710)	5 586	17 802	(12 216)
Culture, loisirs et vie communautaire	1 271 354	1 184 365	86 989	811 878	779 216	32 662	50 431	95 568	(45 137)
Gestion du territoire	1 747 857	1 698 674	49 183	110 408	148 985	(38 577)	35 893	70 158	(34 265)
Travaux publics	4 624 536	5 039 069	(414 533)	2 055 003	2 612 582	(557 579)	367 413	672 490	(305 077)
Arrondissement des Rivières	8 624 847	8 133 555	491 292	1 450 903	1 948 517	(497 614)	227 811	369 884	(142 073)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	922 181	924 468	(2 287)	142 080	206 455	(64 375)	-	2 431	(2 431)
Culture, loisirs et vie communautaire	1 999 678	1 860 694	138 984	927 750	865 626	62 124	57 837	47 325	10 512
Gestion du territoire	1 763 008	1 710 611	52 397	139 856	225 049	(85 193)	19 396	56 617	(37 221)
Travaux publics	3 939 980	3 637 782	302 198	241 217	651 387	(410 170)	150 578	263 511	(112 933)
Arrondissement Sainte-Foy - Sillery	9 869 795	9 612 497	257 298	3 191 865	4 117 497	(925 632)	591 292	865 201	(273 909)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	964 149	922 164	41 985	99 262	142 341	(43 079)	4 198	2 132	2 066
Culture, loisirs et vie communautaire	2 726 223	2 938 457	(212 234)	2 456 109	2 710 785	(254 676)	78 097	164 142	(86 045)
Gestion du territoire	1 194 759	1 315 725	(120 966)	96 577	164 093	(67 516)	12 332	15 900	(3 568)
Travaux publics	4 984 664	4 436 151	548 513	539 917	1 100 278	(560 361)	496 665	683 027	(186 362)
Arrondissement de Charlesbourg	7 042 249	6 831 758	210 491	1 387 462	1 982 031	(594 569)	463 539	562 681	(99 142)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	667 275	659 671	7 604	46 516	98 967	(52 451)	970	1 069	(99)
Culture, loisirs et vie communautaire	2 060 486	2 038 543	21 943	1 029 544	1 103 727	(74 183)	54 745	78 060	(23 315)
Gestion du territoire	1 213 971	1 079 962	134 009	33 985	114 737	(80 752)	3 880	21 213	(17 333)
Travaux publics	3 100 517	3 053 582	46 935	277 417	664 600	(387 183)	403 944	462 339	(58 395)
Arrondissement de Beauport	7 488 840	7 308 757	180 083	2 019 956	2 470 960	(451 004)	456 136	494 150	(38 014)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	829 705	892 782	(63 077)	108 880	96 507	12 373	-	371	(371)
Culture, loisirs et vie communautaire	2 111 192	2 098 366	12 826	1 503 182	1 669 987	(166 805)	80 131	112 333	(32 202)
Gestion du territoire	1 311 981	1 263 598	48 383	63 167	85 525	(22 358)	2 479	975	1 504
Travaux publics	3 235 962	3 054 011	181 951	344 727	618 941	(274 214)	373 526	380 471	(6 945)

Arrondissement	Salaires réguliers			Salaires occasionnels			Salaires supplémentaires		
	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart	Budget original	Réel	Écart
Arrondissement de Limoilou	5 905 869	4 615 687	1 290 182	733 772	1 393 842	(660 070)	177 796	239 067	(61 271)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	592 594	546 767	45 827	38 469	71 230	(32 761)	-	1 107	(1 107)
Culture, loisirs et vie communautaire	851 093	691 597	159 496	297 942	381 215	(83 273)	5 060	15 260	(10 200)
Gestion du territoire	1 090 778	816 397	274 381	16 632	275 280	(258 648)	-	26 685	(26 685)
Travaux publics	3 371 404	2 560 926	810 478	380 729	666 117	(285 388)	172 736	196 015	(23 279)
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	6 570 776	6 721 337	(150 561)	2 122 914	2 504 111	(381 197)	262 330	430 489	(168 159)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	1 020 016	1 025 580	(5 564)	17 720	21 816	(4 096)	970	189	781
Culture, loisirs et vie communautaire	1 438 305	1 551 343	(113 038)	1 465 907	1 711 379	(245 472)	88 017	161 452	(73 435)
Gestion du territoire	1 389 870	1 373 724	16 146	51 041	120 102	(69 061)	3 880	19 257	(15 377)
Travaux publics	2 722 585	2 770 690	(48 105)	588 246	650 814	(62 568)	169 463	249 591	(80 128)
Arrondissement Laurentien	7 197 060	6 641 914	555 146	3 136 419	3 681 330	(544 911)	317 366	371 547	(54 181)
Relation avec les citoyens et soutien administratif	1 036 666	931 255	105 411	198 392	160 940	37 452	5 405	11 526	(6 121)
Culture, loisirs et vie communautaire	1 947 022	1 861 862	85 160	2 307 288	2 297 302	9 986	54 469	111 783	(57 314)
Gestion du territoire	1 503 583	1 358 374	145 209	78 682	65 102	13 580	5 919	2 437	3 482
Travaux publics	2 709 789	2 490 423	219 366	552 057	1 157 986	(605 929)	251 573	245 801	5 772
Total	61 337 426	58 697 830	2 639 596	17 094 099	21 762 300	(4 668 201)	2 955 593	4 189 037	(1 233 444)

Analyse sommaire	Budget original	Réel	Écart
Total de la rémunération des arrondissements	81 387 118	84 649 167	(3 262 049)

8.6. Regroupement des arrondissements

Depuis le 1^{er} novembre 2009, le territoire de la ville de Québec a un nouveau visage. Il est passé de huit à six arrondissements, soit ceux de **Beauport**, de **Charlesbourg**, de **La Cité - Limoilou**, de **La Haute-Saint-Charles**, de **Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge** et des **Rivières** et comporte désormais 27 districts électoraux. C'est dans un souci d'amélioration de l'efficience de l'organisation que cette décision a été prise.

Les Arrondissements de Limoilou et de La Cité ont été regroupés en une seule entité. L'Arrondissement Laurentien a été scindé en deux : la partie sud de son territoire (secteurs Cap-Rouge, Champigny et Chauveau) est rattachée à l'Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery et la partie nord (secteur Val-Bélair) a été intégrée à l'Arrondissement de La Haute-Saint-Charles. Le pourtour des autres arrondissements a légèrement été modifié par l'addition ou le retrait de certaines portions de territoires limitrophes. Ce nouveau découpage territorial a été élaboré selon les exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités ainsi que de celles de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, adoptée en juin 2008 par le gouvernement. Il n'a aucune incidence sur la qualité des services offerts à la population.

Dépenses des arrondissements selon la nouvelle structure territoriale (agglomération et proximité)

	Budget original global 2009	Réel 1 ^{er} janvier au 31 octobre 2009	Réel 1 ^{er} novembre au 31 déc. 2009	Réel global 2009
Arrondissement de La Cité	27 241 691	24 375 117		24 375 117
Arrondissement des Rivières	22 519 806	18 359 914	4 276 628	22 636 542
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery	26 163 106	20 892 290		20 892 290
Arrondissement de Charlesbourg	20 789 981	16 244 535	4 132 419	20 376 954
Arrondissement de Beauport	23 210 326	18 737 524	4 047 137	22 784 661
Arrondissement de Limoilou	16 087 641	12 393 318		12 393 318
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	16 239 858	13 727 291		13 727 291
Arrondissement Laurentien	20 268 298	16 301 143		16 301 143
Arrondissement de La Cité - Limoilou	-	-	6 923 635	6 923 635
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	-	-	7 089 959	7 089 959
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	-	-	4 551 863	4 551 863
Total - arrondissements	172 520 707	141 031 132	31 021 641	172 052 773

9. Conciliation des résultats Ville de Québec / MAMROT

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL CONSOLIDÉ
REVENUS		
Revenus	1 029 463 742	1 137 110 605
MOINS :		
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions	(20 891 000)	(8 283 960)
Revenus à des fins de parcs et de stationnement		(1 856 320)
Revenus d'organismes contrôlés		
Revenus nets - Réseau de transport de la Capitale (RTC)		(76 547 772)
Revenus nets - Centre local de développement (CLD)		(986 435)
Revenus nets - ExpoCité		(16 538 900)
		<u>(94 073 107)</u>
Recouvrables (services rendus)	(5 555 026)	
Projets 98 (ajouts budgétaires autofinancés)	<u>(3 440 589)</u>	
	(8 995 615)	
PLUS :		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Remboursement de capital à la charge de tiers	37 828 371	22 439 290
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement à la charge de tiers		<u>(8 946 282)</u>
	37 828 371	13 493 008
Services rendus aux organismes municipaux		
Remboursement de capital à la charge de tiers	6 242 295	2 989 178
Immobilisations		
Produit de cession - Ville de Québec	4 794 000	16 039 024
Produit de cession - RTC		(107 202)
(Gain) perte sur cession - Ville de Québec		(5 461 863)
(Gain) perte sur cession - RTC		(209 425)
(Gain) perte sur cession - CLD		<u>(778)</u>
	4 794 000	10 259 756
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales	133 215	10 457
Remboursement ou produit de cession - ExpoCité		<u>3 310 000</u>
	133 215	3 320 457
Affectations		
Activités d'investissement (retour de projets fermés)		2 901
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		9 196
Affectation de surplus - CLD		<u>(9 196)</u>
		-
Affectations de - Excédent de fonctionnement, réserves financières et fonds réservés	7 224 992	19 190 243
Affectations de - Excédent de fonctionnement, réserves financières et fonds réservés - RTC	<u>-</u>	<u>(2 001 734)</u>
	7 224 992	17 188 509
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001)		3 394 051
Versement au fonds d'amortissement à la charge du gouvernement		16 659 287
Total des revenus	1 055 800 000	1 100 204 365

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL CONSOLIDÉ
DÉPENSES		
Dépenses de fonctionnement	980 930 241	1 065 872 421
PLUS :		
Remboursement de la dette à long terme	116 651 655	144 904 143
Remboursement de capital à la charge du Réseau de transport de la Capitale (RTC)		(12 190 706)
Remboursement de capital à la charge du Centre local de développement (CLD)		(9 196)
Remboursement de capital à la charge d'ExpoCité		
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement à la charge de tiers	(857 319)	(8 946 282)
Remboursement de capital à la charge d'autres tiers	44 070 666	25 428 468
	<u>159 865 002</u>	<u>149 186 427</u>
Affectations		
Activités d'investissement	7 535 211	7 578 163
Activités d'investissement (retour de projets fermés)		2 901
Activités d'investissement - Projets du CLD financés à même le budget		(40 220)
Activités d'investissement - Projets du RTC financés à même le budget		(382 558)
	7 535 211	<u>7 158 286</u>
Affectations à - Excédent de fonctionnement, réserves financières et fonds réservés		
Versement au fonds d'amortissement à la charge du gouvernement	18 190 000	19 705 036
Affectation aux fonds de parcs et terrains de jeux et de stationnement - Revenus		16 659 287
		<u>(1 856 320)</u>
	18 190 000	34 508 003
Montants à pourvoir dans le futur		
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001)	17 797 635	9 600 409
Montants à pourvoir dans le futur - RTC		3 394 051
		<u>(364 613)</u>
	17 797 635	12 629 847
MOINS :		
Ajustements		
Recouvrables (services rendus)	(5 555 026)	-
Projets 98 (ajouts budgétaires autofinancés)	(3 440 589)	-
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions	(20 891 000)	(8 283 958)
Montant à pourvoir dans le futur financé à long terme - Sites d'enfouissement		(620 129)
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par emprunt	(14 675 000)	(13 908 998)
Dépenses d'activités financières financées par emprunt - RTC		347 113
Dépenses d'activités financières financées par emprunt - CLD		787 703
	<u>(44 561 615)</u>	<u>(21 678 269)</u>
Propriétés destinées à la revente		
Coût des propriétés vendues		(1 226 866)
Dépenses organismes contrôlés		
Dépenses nettes RTC		(60 344 150)
Dépenses nettes CLD		(1 319 541)
Dépenses nettes ExpoCité		(16 363 900)
		<u>(78 027 591)</u>
Immobilisations		
Amortissement Ville de Québec	(83 956 474)	(121 815 838)
Amortissement organismes contrôlés		27 198 045
	<u>(83 956 474)</u>	<u>(94 617 793)</u>
Frais de financement		
Dette à long terme - Intérêts - RTC		(6 880 912)
Dette à long terme - Intérêts - CLD		(28 667)
Dette à long terme - Intérêts - ExpoCité		(17 000)
		<u>(6 926 579)</u>
Total des dépenses	<u>1 055 800 000</u>	<u>1 066 877 886</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	<u>-</u>	<u>33 326 479</u>

10. Lexique

Agglomération

L'agglomération de Québec est le regroupement de la ville de Québec et des deux villes défusionnées en 2006, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle a été créée le 1^{er} janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été identifiés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (2004) comme relevant du regroupement des trois municipalités plutôt que de chacune individuellement. En ce sens, elle est le successeur de l'ancienne *Communauté urbaine de Québec*. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

Amortissement

(Comptabilité) Charge comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que la durée de vie des immobilisations est limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Anticipation

Montants des projets prévus au plan triennal d'immobilisations pour les années futures et qui font l'objet de règlements d'emprunt dont les sources de fonds ont été puisées par anticipation dans l'année en cours ou future.

Arrondissement

Instance de représentation, de décision et de consultation plus proche des citoyens. Institué pour préserver les particularités locales, pour décider et gérer localement les services de proximité. Il s'agit de la porte d'entrée pour les services de proximité.

Budget

Le budget annuel de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Budget du Réseau de transport de la Capitale (RTC)

Le budget de fonctionnement du Réseau de transport de la Capitale (RTC) est distinct de celui de la Ville de Québec, quoique cette dernière contribue à son financement de façon à combler l'écart entre les dépenses et les revenus de l'organisme.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

Contingent

Réserve créée en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Cotisations d'exercice (fonds de pension)

Montant, déterminé par l'actuaire du régime, pour rencontrer les obligations du régime de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

Cotisations d'équilibre (fonds de pension)

Montant, déterminé par l'actuaire du régime, pour rencontrer les obligations du régime de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit de la partie nécessaire au remboursement du déficit, le cas échéant.

Dettes brute

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec.

Dettes nette

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemples : subventions du gouvernement et municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Dettes et surplus des anciennes villes

En conformité avec la loi, chacune des villes, qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Québec, a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciens territoires et leur sont imposées annuellement sur leur facture de taxes. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, et finir par disparaître.

Droits sur mutation

Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

Durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA)

L'amortissement des gains ou pertes, liés au régime de retraite, s'effectue en fonction de la DMERCA. Pour la Ville de Québec, ce calcul est établi à 14 ans.

Émission

Ensemble de titres² d'une catégorie donnée émis par la Ville de Québec. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

Entretien et réfection des infrastructures

Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

Équité fiscale

L'équité fiscale est l'un des buts fondamentaux de la réforme municipale qui a mené à la formation de la nouvelle ville de Québec. Avant les fusions de 2002, le montant des taxes municipales n'était pas le même pour des propriétés de même valeur, dépendamment du secteur (ancienne ville) où chaque immeuble était situé. En vertu de la loi, les taux de taxation devront être uniformes dans toute la ville au plus tard en 2022. Pour ce faire, année après année, la Ville doit augmenter graduellement le fardeau fiscal dans certains secteurs et peut réduire celui des autres secteurs dans le but d'atteindre un fardeau fiscal moyen avant 2022.

Fardeau fiscal

Ensemble des taxes municipales auxquelles est assujéti un contribuable.

² Instrument négociable représentant une part du capital social de l'émetteur (action ou part), une part d'un emprunt à long terme émis par une société ou une collectivité publique (obligation), un droit de souscrire une valeur de l'émetteur (bon ou droit de souscription), ou encore une option ou un contrat à terme négociable.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisations (emprunt, subvention, payée comptant, etc.).

Financement (durée du)

Période pendant laquelle un remboursement de capital sera effectué pour éteindre la dette contractée.

Harmonisation fiscale

Convergence des régimes d'imposition et des niveaux de taxation des divers secteurs (anciennes municipalités) de la ville vers une fiscalité unique au moyen de divers mécanismes.

Immobilisations

Actifs corporels et incorporels identifiables qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, pour des fins administratives ou pour la production de biens ou à servir à l'entretien, à la réparation, au développement ou à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (amélioration)

Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou de réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

Immobilisations corporelles

Biens qui ont une existence physique.

Immobilisations (dépenses en)

Coûts d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels ou incorporels.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement comptant des immobilisations (PCI)

Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition de petites immobilisations dont la période maximale de financement est égale ou inférieure à cinq ans. Il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbain, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, de renouvellement des véhicules de patrouille, de programmes de resurfaçage, d'honoraires professionnels d'étude, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Proximité (compétences / services)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire, culturel ou social³, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que voirie locale).

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations, calcul basé sur des facteurs

³ Exemple : Soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et qui a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social.

comme l'âge, le niveau de salaire et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Rôle (d'évaluation foncière)

Document dans lequel figure la liste des immeubles situés dans une municipalité donnée, ainsi que la valeur imposable de ces biens.

Service de la dette brute

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser au cours d'un exercice au titre des capitaux empruntés et comprenant à la fois les intérêts et les remboursements de capital.

Service de la dette nette

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et payer les intérêts au cours de l'exercice financier, déduction faite des revenus s'y rapportant.

